

Le Monde du 19.01.09 : [Gabrielle Hallez](#), mise en examen dans l'affaire de Tarnac témoigne

Tarnac ou les fantasmes du pouvoir

J'ai été mise en examen et mise sous contrôle judiciaire suite aux arrestations du 11 novembre 2008. Sur les neuf personnes inculpées, Julien [Coupat] reste encore incarcéré. L'appel pour sa libération aura lieu dans les jours à venir. A nouveau l'attente. Le lent dégonflement de l'affaire continue, et une nouvelle étape a été franchie, vendredi 16 janvier, avec la sortie d'Yildune [Lévy]. Il en faudra d'autres.

Cette triste affaire aura au moins rappelé l'obsession du pouvoir : écraser tout ce qui s'organise et vit hors de ses normes.

Je ne voudrais pas qu'on puisse prendre cette histoire comme un événement isolé. Ce qui nous est arrivé est arrivé à d'autres, et peut arriver encore.

6h40 : braquée dans mon lit. Cagoulés, des hommes de la sous-direction de la lutte antiterroriste (SDAT) cherchent désespérément des armes en hurlant. Menottée sur une chaise, j'attends la fin des perquisitions, ballet absurde, pendant des heures, d'objets ordinaires mis sous scellés. Sachez-le, si cela vous arrive, ils embarquent tout le matériel informatique, vos brosses à dents pour les traces ADN, vos draps pour savoir avec qui vous dormez.

Après plus de huit heures de perquisition, ils me chargent dans une voiture. Direction : Paris-Levallois-Perret. Les journalistes cernent le village. Personne ne pourra manquer d'admirer le spectacle de la police en action, et les moyens imposants du ministère de l'intérieur quand il s'agit de sécuriser le territoire. Quand cinq flics arrêtent un type, ça peut sembler arbitraire, quand ils sont 150 et avec des cagoules, ça a l'air sérieux, c'est l'état d'urgence. La présence des journalistes fait partie de la même logique. Ce qui s'est passé là, comme les arrestations à Villiers-le-Bel, ce n'est pas un dérapage, c'est une méthode.

Levallois-Perret, locaux de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) et de la SDAT. Des préfabriqués sur trois étages, superposition de cellules spéciales, caméras panoptiques braquées en permanence sur toi. Quatre-vingt-seize heures de garde à vue. Mais le temps n'est vite plus un repère. Ni heure ni lumière du jour. Je ne sais pas combien de personnes ont été arrêtées. Je sais seulement, après notre arrivée, les motifs de mon arrestation.

Les interrogatoires s'enchaînent. Une fois huit heures sans pause, va-et-vient de nouveaux officiers qui se relaient. Mauvaises blagues, pressions, menaces : *"Ta mère est la dixième personne mise en garde à vue dans le cadre de l'opération Taïga, on va la mettre en détention"*, *"Tu ne reverras plus ta fille"*. Leur bassesse n'est pas une surprise. Ils me questionnaient sur tout : *"Comment vivez-vous?"*, *"Comment êtes-vous organisés pour manger?"*, *"Est-ce que tu écris?"*, *"Qu'est-ce que tu lis?"* Ils voulaient des aveux pour donner corps à leur fantasme de cellule terroriste imaginaire.

Un des officiers de la police judiciaire (PJ) m'a annoncé, lors de la perquisition : *"Nous sommes ennemis."* Ennemis peut-être, mais nous ne sommes pas leur reflet. Il n'y a jamais eu de cellule invisible, et nous n'avons que faire de *"chefs"* et de *"bras droits"*. La police croit toujours que ce qu'elle traque est organisé à son image, comme en d'autres temps, où elle brandissait le spectre du syndicat du crime.

Un gendarme me lit un communiqué allemand, diffusé le 10 novembre en Allemagne, qui revendique les sabotages dans le cadre d'une action antinucléaire. Sabotages dont ils veulent nous accuser. Le communiqué apparaîtra dans le rapport de la SDAT transmis à la presse dès la première semaine, puis sera quasiment oublié.

Au bout de trois jours, un avocat peut venir assister le prévenu retenu sous le coup d'une procédure antiterroriste. Trois jours pendant lesquels tu n'es au courant de rien d'autre que de ce que la police veut bien te dire, c'est-à-dire rien ou des mensonges. Alors oui, ce fut vraiment un soulagement quand on m'a annoncé que je pouvais voir mon avocate. Enfin des nouvelles de ma fille et de l'ampleur médiatique de l'affaire. Nouvelles aussi du village et du comité de soutien créé dans les premiers jours qui ont suivi l'arrestation.

Puis ce fut le dépôt (lieu de détention avant de comparaître devant le juge). Là s'entassent des centaines d'hommes et de femmes dans la crasse et l'attente. Une pensée pour Kafka dans le dédale de la souricière, infinité de couloirs gris et humides dont les portes s'ouvrent sur les rutilantes salles d'audience. Je suis amenée jusqu'aux galeries toutes neuves de la section antiterroriste pour comparaître devant le juge d'instruction. Puis la prison.

Fleury-Mérogis – la plus grande d'Europe. Tous les charognards gardent cette prison, pigeons, corneilles, mouettes et de nombreux rats. Nous y sommes arrivées, Manon (Gilbert), Yildune et moi en tant que détenues particulièrement surveillées (DPS), ce qui implique des mesures de surveillance plus soutenues, comme, d'être chaque nuit réveillées toutes les deux heures, lumières allumées et sommées de faire signe. Fouilles intensives et répétées. Ce statut, seules les prisonnières politiques basques l'ont à Fleury, et Isa l'avait eu aussi, en détention depuis bientôt un an sous le coup d'une procédure antiterroriste [cette personne est soupçonnée d'avoir posé un explosif sous une dépanneuse de la Préfecture de police de Paris, en mai 2007]. Les fouilles au corps, le mitard, les petites humiliations, le froid et la nourriture dégueulasse : le quotidien de la prison est fait pour écraser.

Par un concours de circonstances favorables, Manon et moi sommes sorties assez rapidement. Circonstances favorables, c'est-à-dire : nous sommes blanches, issues de la classe moyenne, ayant eu l'opportunité de faire des

études; grâce aussi à la multiplication des comités de soutien. Et puis, il y avait l'actualité, marquée par des événements révélateurs du climat politique actuel qui ne sont pas passés inaperçus (par exemple cette descente policière musclée dans un collège).

Je dis "*rapidement*", par rapport aux détentions préventives qui durent, pour la plupart, des mois et des années. Qui durent, notamment, pour ceux pour qui ne jouent jamais ces "*circonstances favorables*". La plupart immigrés, voués au mépris de la police et des magistrats.

Mais ce qui est encore séparé au-dehors arrive à se reconnaître entre les murs de la prison. Des solidarités se nouent dans l'évidence d'une hostilité commune. La radicalisation de la situation amène de plus en plus de gens à subir la répression et la détention. Des rafles dans les banlieues aux peines de plus en plus nombreuses pour des grévistes ou des manifestants lors de mouvements sociaux.

Finalement, la prison est peut-être en passe de devenir un des rares lieux où s'opère la jonction tant redoutée par M. Sarkozy : "*S'il y avait une connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable*", avait-il dit en 2006.

Gabrielle Haliez, mise en examen dans l'affaire de Tarnac

LE MONDE 16.03.09

Face à un pouvoir toujours plus absurde, nous ne dirons plus rien

Voilà quatre mois que le feuilleton médiatico-judiciaire intitulé l'"affaire de Tarnac" ne cesse de ne plus vouloir finir. Julien (Coupat) va-t-il sortir à Noël ? Pour le Nouvel An ? Aura-t-il plus de chance vendredi 13 ? Non, finalement on le gardera encore un peu en prison, enfermé dans son nouveau rôle de chef d'une cellule invisible. Puisqu'il semble que quelques personnes aient encore intérêt à faire perdurer cette mascarade, même au-delà du grotesque, il va nous falloir endosser, encore une fois, le rôle que l'on nous a taillé ("les 9 de Tarnac"), pour un nécessaire éclaircissement collectif. Alors voilà..

Primo. Pendant que des journalistes fouillaient jusque dans nos poubelles, les flics reluquaient jusqu'à l'intérieur de nos rectums. C'est assez désagréable. Depuis des mois vous ouvrez notre courrier, vous écoutez nos téléphones, vous traquez nos amis, vous filmez nos maisons. Vous jouissez de ces moyens.

Nous, les neuf, nous les subissons, comme tant d'autres. Atomisés par vos procédures, neuf fois un, alors que vous, vous êtes toute une administration, toute une police et toute la logique d'un monde. Au point où nous en sommes, les dés sont un peu pipés, le bûcher déjà dressé. Aussi, qu'on ne nous demande pas d'être beaux joueurs.

Deuzio. Bien sûr vous avez besoin d'"individus", constitués en "cellule", appartenant à une "mouvance" d'une fraction de l'échiquier politique. Vous en avez besoin, car c'est votre seule et dernière prise sur toute une part grandissante du monde, irréductible à la société que vous prétendez défendre. Vous avez raison, il se passe quelque chose en France, mais ce n'est certainement pas la renaissance d'une "ultragauche". Nous ne sommes ici que des figures, qu'une cristallisation somme toute plutôt vulgaire d'un conflit qui traverse notre époque. La pointe médiatico-policière d'un affrontement sans merci que mène un ordre qui s'effondre contre tout ce qui prétend pouvoir lui survivre.

Il va sans dire qu'à la vue de ce qui se passe en Guadeloupe, en Martinique, dans les banlieues et les universités, chez les vigneron, les pêcheurs, les cheminots et les sans-papiers, il vous faudra bientôt plus de juges que de profs pour contenir tout ça. Vous n'y comprenez rien. Et ne comptez pas sur les fins limiers de la DCRI pour vous expliquer.

Tertio. Nous constatons qu'il y a plus de joie dans nos amitiés et nos "associations de malfaiteurs" que dans vos bureaux et vos tribunaux.

Quarto. S'il semble aller de soi pour vous que le sérieux de votre emploi vous amène jusqu'à nous questionner sur nos pensées politiques et sur nos amitiés, nous ne nous sentons pas, quant à nous, le devoir de vous en parler. Aucune vie ne sera jamais absolument transparente aux yeux de l'Etat et de sa justice. Là où vous avez voulu y voir plus clair, il semble plutôt que vous ayez propagé l'opacité. Et l'on nous dit que, désormais, pour ne pas subir votre regard, ils sont toujours plus nombreux ceux qui se rendent à des manifestations sans téléphone portable, qui cryptent les textes qu'ils écrivent, qui font d'habiles détours en rentrant chez eux. Comme on dit : c'est ballot.

Quinto. Depuis le début de cette "affaire", vous avez semblé vouloir accorder beaucoup d'importance au témoignage d'un mythomane, aussi appelé "sous X". Vous vous obstinez, c'est courageux, à accorder un peu de foi à ce ramassis de mensonges, et à cette pratique qui a fait l'honneur de la France il y a quelques décennies - la délation. C'en serait presque touchant, si ça ne conditionnait pas l'accusation de chef à l'encontre de Julien, et donc son maintien en détention. Si ce genre de "témoignage" ne justifiait pas des arrestations arbitraires, comme à Villiers-le-Bel après les émeutes. Enfin, étant entendu que la marge de liberté qu'il nous reste est désormais fort réduite, que le seul point à partir duquel nous

pouvons nous soustraire à votre emprise réside dans les interrogatoires auxquels vous nous soumettez à intervalles réguliers. Que Julien s'est déjà vu refuser quatre demandes de remise en liberté. Qu'il est notre ami. Qu'il n'est rien de plus que ce que nous sommes. Nous décidons qu'à partir de ce jour, dans l'héroïque tradition d'un Bartleby, "nous préférons ne pas". En gros, nous ne vous dirons plus rien et cela jusqu'à ce que vous le libériez, jusqu'à ce que vous abandonniez la qualification de chef pour lui et de terrorisme pour nous tous. En résumé, jusqu'à ce que vous abandonniez les poursuites.

Pour tous ceux qui, là où ils sont, se battent et ne se résignent pas. Pour tous ceux que le ressentiment n'étouffe pas et qui font de la joie une question d'offensive. Pour nos amis, nos enfants, nos frères et nos soeurs, les comités de soutien. Pas de peur, pas d'apitoiement. Pas de héros, pas de martyrs. C'est précisément parce que cette affaire n'a jamais été juridique qu'il faut transporter le conflit sur le terrain du politique. Ce que la multiplication des attaques d'un pouvoir toujours plus absurde appelle de notre part, ce n'est rien d'autre que la généralisation de pratiques collectives d'autodéfense partout où cela devient nécessaire.

Il n'y a pas neuf personnes à sauver mais un ordre à faire tomber.

Aria, Benjamin, Bertrand, Elsa, Gabrielle, Manon, Matthieu, Yldune sont, avec Julien Coupat, mis en examen dans l'"affaire de Tarnac".

LE MONDE 25.05.09

Julien Coupat : "La prolongation de ma détention est une petite vengeance"

http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/05/25/julien-coupat-la-prolongation-de-ma-detention-est-une-petite-vengeance_1197456_3224.html

Julien Coupat : "La prolongation de ma détention est une petite vengeance"

Voici les réponses aux questions que nous avons posées par écrit à Julien Coupat. Mis en examen le 15 novembre 2008 pour "terrorisme" avec huit autres personnes interpellées à Tarnac (Corrèze) et Paris, il est soupçonné d'avoir saboté des caténaires SNCF. Il est le dernier à être toujours incarcéré. (Il a demandé à ce que certains mots soient en italique).

Comment vivez-vous votre détention ?

Très bien merci. Tractions, course à pied, lecture.

Pouvez-vous nous rappeler les circonstances de votre arrestation ?

Une bande de jeunes cagoulés et armés jusqu'aux dents s'est introduite chez nous par effraction. Ils nous ont menacés, menottés, et emmenés non sans avoir préalablement tout fracassé. Ils nous ont enlevés à bord de puissants bolides roulant à plus de 170 km/h en moyenne sur les autoroutes. Dans leurs conversations, revenait souvent un certain M. Marion [ancien patron de la police antiterroriste] dont les exploits virils les amusaient beaucoup comme celui consistant à gifler dans la bonne humeur un de ses collègues au beau milieu d'un pot de départ. Ils nous ont séquestrés pendant quatre jours dans une de leurs "prisons du peuple" en nous assommant de questions où l'absurde le disputait à l'obscène.

Celui qui semblait être le cerveau de l'opération s'excusait vaguement de tout ce cirque expliquant que c'était de la faute des "services", là-haut, où s'agitaient toutes sortes de gens qui nous en voulaient beaucoup. A ce jour, mes ravisseurs courent toujours. Certains faits divers récents attesteraient même qu'ils continuent de sévir en toute impunité.

Les sabotages sur les caténaires SNCF en France ont été revendiqués en Allemagne. Qu'en dites-vous?

Au moment de notre arrestation, la police française est déjà en possession du communiqué qui revendique, outre les sabotages qu'elle voudrait nous attribuer, d'autres attaques survenues simultanément en Allemagne. Ce tract présente de nombreux inconvénients : il est posté depuis Hanovre, rédigé en allemand et envoyé à des journaux d'outre-Rhin exclusivement, mais surtout il ne cadre pas avec la fable médiatique sur notre compte, celle du petit noyau de fanatiques portant l'attaque au cœur de l'Etat en accrochant trois bouts de fer sur des caténaires. On aura, dès lors, bien soin de ne pas trop mentionner ce communiqué, ni dans la procédure, ni dans le mensonge public.

Il est vrai que le sabotage des lignes de train y perd beaucoup de son aura de mystère : il s'agissait simplement

de protester contre le transport vers l'Allemagne par voie ferroviaire de déchets nucléaires ultraradioactifs et de dénoncer au passage la grande arnaque de "la crise". Le communiqué se conclut par un très SNCF "nous remercions les voyageurs des trains concernés de leur compréhension". Quel tact, tout de même, chez ces "terroristes"!

Vous reconnaissez-vous dans les qualifications de "mouvance anarcho-autonome" et d'"ultragauche"?

Laissez-moi reprendre d'un peu haut. Nous vivons actuellement, en France, la fin d'une période de gel historique dont l'acte fondateur fut l'accord passé entre gaullistes et staliniens en 1945 pour désarmer le peuple sous prétexte d'"éviter une guerre civile". Les termes de ce pacte pourraient se formuler ainsi pour faire vite : tandis que la droite renonçait à ses accents ouvertement fascistes, la gauche abandonnait entre soi toute perspective sérieuse de révolution. L'avantage dont jouet et jouit, depuis quatre ans, la clique sarkozyste, est d'avoir pris l'initiative, unilatéralement, de rompre ce pacte en renouant "sans complexe" avec les classiques de la réaction pure – sur les fous, la religion, l'Occident, l'Afrique, le travail, l'histoire de France, ou l'identité nationale.

Face à ce pouvoir *en guerre* qui ose penser stratégiquement et partager le monde en amis, ennemis et quantités négligeables, la gauche reste tétanisée. Elle est trop lâche, trop compromise, et pour tout dire, trop discréditée pour opposer la moindre résistance à un pouvoir qu'elle n'ose pas, elle, traiter en ennemi et qui lui ravit un à un les plus malins d'entre ses éléments. Quant à l'extrême gauche à-la-Besancenot, quels que soient ses scores électoraux, et même sortie de l'état groupusculaire où elle végète depuis toujours, elle n'a pas de perspective plus désirable à offrir que la grisaille soviétique à peine retouchée sur Photoshop. Son destin est de décevoir.

Dans la sphère de la représentation politique, le pouvoir en place n'a donc rien à craindre, de personne. Et ce ne sont certainement pas les bureaucraties syndicales, plus vendues que jamais, qui vont l'importuner, elles qui depuis deux ans dansent avec le gouvernement un ballet si obscène. Dans ces conditions, la seule force qui soit à même de faire pièce au gang sarkozyste, son seul ennemi réel dans ce pays, c'est la rue, la rue et ses vieux penchants révolutionnaires. Elle seule, en fait, dans les émeutes qui ont suivi le second tour du rituel plébiscitaire de mai 2007, a su se hisser un instant à la hauteur de la situation. Elle seule, aux Antilles ou dans les récentes occupations d'entreprises ou de facs, a su faire entendre une autre parole.

Cette analyse sommaire du théâtre des opérations a dû s'imposer assez tôt puisque les renseignements généraux faisaient paraître dès juin 2007, sous la plume de journalistes aux ordres (et notamment dans Le Monde) les premiers articles dévoilant le terrible péril que feraient peser sur toute vie sociale les "anarcho-autonomes". On leur prêtait, pour commencer, *l'organisation des émeutes spontanées*, qui ont, dans tant de villes, salué le "triomphe électoral" du nouveau président.

Avec cette fable des "anarcho-autonomes", on a dessiné le profil de la menace auquel la ministre de l'intérieur s'est docilement employée, d'arrestations ciblées en rafles médiatiques, à donner un peu de chair et quelques visages. Quand on ne parvient plus à contenir ce qui déborde, on peut encore lui assigner une case et l'y incarcérer. Or celle de "casseur" où se croisent désormais pêle-mêle les ouvriers de Clairoux, les gamins de cités, les étudiants bloqueurs et les manifestants des contre-sommets, certes toujours efficace dans la gestion courante de la pacification sociale, permet de criminaliser des actes, non des existences. Et il est bien dans l'intention du nouveau pouvoir de s'attaquer à l'ennemi, en tant que tel, sans attendre qu'il s'exprime. Telle est la vocation des nouvelles catégories de la répression.

Il importe peu, finalement, qu'il ne se trouve personne en France pour se reconnaître "anarcho-autonome" ni que l'ultra-gauche soit un courant politique qui eut son heure de gloire dans les années 1920 et qui n'a, par la suite, jamais produit autre chose que d'inoffensifs volumes de marxologie. Au reste, la récente fortune du terme "ultragauche" qui a permis à certains journalistes pressés de cataloguer sans coup férir les émeutiers grecs de décembre dernier doit beaucoup au fait que nul ne sache ce que fut l'ultragauche, ni même qu'elle ait jamais existé.

A ce point, et en prévision des débordements qui ne peuvent que se systématiser face aux provocations d'une oligarchie mondiale et française aux abois, l'utilité policière de ces catégories ne devrait bientôt plus souffrir de débats. On ne saurait prédire, cependant, lequel d'"anarcho-autonome" ou d'"ultragauche" emportera finalement les faveurs du Spectacle, afin de reléguer dans l'inexplicable une révolte que tout justifie.

La police vous considère comme le chef d'un groupe sur le point de basculer dans le terrorisme. Qu'en pensez-vous?

Une si pathétique allégation ne peut être le fait que d'un régime sur le point de basculer dans le néant.

Que signifie pour vous le mot terrorisme?

Rien ne permet d'expliquer que le département du renseignement et de la sécurité algérien suspecté d'avoir orchestré, au su de la DST, la vague d'attentats de 1995 ne soit pas classé parmi les organisations terroristes internationales. Rien ne permet d'expliquer non plus la soudaine transmutation du "terroriste" en héros à la Libération, en partenaire fréquentable pour les accords d'Evian, en policier irakien ou en "taliban modéré" de nos jours, au gré des derniers revirements de la doctrine stratégique américaine.

Rien, sinon la souveraineté. Est souverain, en ce monde, qui désigne le terroriste. Qui refuse d'avoir part à cette souveraineté se gardera bien de répondre à votre question. Qui en convoitera quelques miettes s'exécutera avec promptitude. Qui n'étouffe pas de mauvaise foi trouvera un peu instructif le cas de ces deux ex – "terroristes" devenus l'un premier ministre d'Israël, l'autre président de l'Autorité palestinienne, et ayant tous deux reçus, pour comble, le Prix Nobel de la paix.

Le flou qui entoure la qualification de "terrorisme", l'impossibilité manifeste de le définir ne tiennent pas à quelque provisoire lacune de la législation française : ils sont au principe de cette chose que l'on peut, elle, très bien définir : l'antiterrorisme dont ils forment plutôt la condition de fonctionnement. L'antiterrorisme est une technique de gouvernement qui plonge ses racines dans le vieil art de la contre-insurrection, de la guerre dite "psychologique", pour rester poli.

L'antiterrorisme, contrairement à ce que voudrait insinuer le terme, n'est pas un moyen de lutter contre le terrorisme, c'est la méthode par quoi l'on *produit*, positivement, l'ennemi politique en tant que terroriste. Il s'agit, par tout un luxe de provocations, d'infiltrations, de surveillance, d'intimidation et de propagande, par toute une science de la manipulation médiatique, de l'"action psychologique", de la fabrication de preuves et de crimes, par la fusion aussi du policier et du judiciaire, d'anéantir la "menace subversive" en associant, au sein de la population, l'ennemi intérieur, l'ennemi politique à l'affect de la terreur.

L'essentiel, dans la *guerre moderne*, est cette "bataille des cœurs et des esprits" où tous les coups sont permis. Le procédé élémentaire, ici, est invariable : *individuer* l'ennemi afin de le couper du peuple et de la raison commune, l'exposer sous les atours du monstre, le diffamer, l'humilier publiquement, inciter les plus vils à l'accabler de leurs crachats, les encourager à la haine. *"La loi doit être utilisée comme simplement une autre arme dans l'arsenal du gouvernement et dans ce cas ne représente rien de plus qu'une couverture de propagande pour se débarrasser de membres indésirables du public. Pour la meilleure efficacité, il conviendra que les activités des services judiciaires soient liées à l'effort de guerre de la façon la plus discrète possible"*, conseillait déjà, en 1971, le brigadier Frank Kitson [ancien général de l'armée britannique, théoricien de la guerre contre-insurrectionnelle], qui en savait quelque chose.

Une fois n'est pas coutume, dans notre cas, l'antiterrorisme a fait un four. On n'est pas prêt, en France, à se laisser terroriser par nous. La prolongation de ma détention pour une durée "raisonnable" est une petite vengeance bien compréhensible au vu des moyens mobilisés, et de la profondeur de l'échec; comme est compréhensible l'acharnement un peu mesquin des "services", depuis le 11 novembre, à nous prêter par voie de presse les méfaits les plus fantasques, ou à filocher le moindre de nos camarades. Combien cette logique de représailles a d'emprise sur l'institution policière, et sur le petit cœur des juges, voilà ce qu'auront eu le mérite de révéler, ces derniers temps, les arrestations cadencées des "proches de Julien Coupat".

Il faut dire que certains jouent, dans cette affaire, un pan entier de leur lamentable carrière, comme Alain Bauer [*criminologue*], d'autres le lancement de leurs nouveaux services, comme le pauvre M. Squarcini [*directeur central du renseignement intérieur*], d'autres encore la crédibilité qu'ils n'ont jamais eue et qu'ils n'auront jamais, comme Michèle Alliot-Marie.

Vous êtes issu d'un milieu très aisé qui aurait pu vous orienter dans une autre direction...

"Il y a de la plèbe dans toutes les classes" (Hegel).

Pourquoi Tarnac?

Allez-y, vous comprendrez. Si vous ne comprenez pas, nul ne pourra vous l'expliquer, je le crains.

Vous définissez-vous comme un intellectuel? Un philosophe ?

La philosophie naît comme deuil bavard de la sagesse originaire. Platon entend déjà la parole d'Héraclite comme échappée d'un monde révolu. A l'heure de l'intellectualité diffuse, on ne voit pas ce qui pourrait spécifier "l'intellectuel", sinon l'étendue du fossé qui sépare, chez lui, la faculté de penser de l'aptitude à vivre. Tristes titres, en vérité, que cela. Mais, *pour qui*, au juste, faudrait-il se définir?

Etes-vous l'auteur du livre *L'insurrection qui vient* ?

C'est l'aspect le plus formidable de cette procédure : un livre *versé intégralement* au dossier d'instruction, des interrogatoires où l'on essaie de vous faire dire que vous vivez comme il est écrit dans *L'insurrection qui vient*, que vous manifestez comme le préconise *L'insurrection qui vient*, que vous sabotez des lignes de train pour commémorer le coup d'Etat bolchevique d'octobre 1917, puisqu'il est mentionné dans *L'insurrection qui vient*, un éditeur convoqué par les services antiterroristes.

De mémoire française, il ne s'était pas vu depuis bien longtemps que le pouvoir prenne peur à cause d'un livre. On avait plutôt coutume de considérer que, tant que les gauchistes étaient occupés à écrire, au moins ils ne faisaient pas la révolution. Les temps changent, assurément. Le sérieux historique revient.

Ce qui fonde l'accusation de terrorisme, nous concernant, c'est le soupçon de la coïncidence d'une pensée et d'une vie; ce qui fait l'association de malfaiteurs, c'est le soupçon que cette coïncidence ne serait pas laissée à l'héroïsme individuel, mais serait l'objet d'une attention commune. Négativement, cela signifie que l'on ne suspecte aucun de ceux qui signent de leur nom tant de farouches critiques du système en place de mettre en pratique la moindre de leurs fermes résolutions; l'injure est de taille. Malheureusement, je ne suis pas l'auteur de *L'insurrection qui vient* – et toute cette affaire devrait plutôt achever de nous convaincre du caractère essentiellement policier de la fonction auteur.

J'en suis, en revanche, un lecteur. Le relisant, pas plus tard que la semaine dernière, j'ai mieux compris la hargne hystérique que l'on met, en haut lieu, à en pourchasser les auteurs présumés. Le scandale de ce livre, c'est que tout ce qui y figure est rigoureusement, catastrophiquement vrai, et ne cesse de s'avérer chaque jour un peu plus. Car ce qui s'avère, sous les dehors d'une "crise économique", d'un "effondrement de la confiance", d'un "rejet massif des classes dirigeantes", c'est bien la fin d'une civilisation, l'implosion d'un paradigme : celui du gouvernement, qui réglait tout en Occident – le rapport des êtres à eux-mêmes non moins que l'ordre politique, la religion ou l'organisation des entreprises. Il y a, à tous les échelons du présent, une gigantesque *perte de maîtrise* à quoi aucun maraboutage policier n'offrira de remède.

Ce n'est pas en nous transperçant de peines de prison, de surveillance tatillonne, de contrôles judiciaires, et d'interdictions de communiquer au motif que nous serions les auteurs de ce constat lucide, que l'on fera s'évanouir ce qui est constaté. Le propre des vérités est d'échapper, à peine énoncées, à ceux qui les formulent. Gouvernants, il ne vous aura servi de rien de nous assigner en justice, tout au contraire.

Vous lisez "Surveiller et punir" de Michel Foucault. Cette analyse vous paraît-elle encore pertinente?

La prison est bien le sale petit secret de la société française, la clé, et non la marge des rapports sociaux les plus présentables. Ce qui se concentre ici en un tout compact, ce n'est pas un tas de barbares ensauvagés comme on se plaît à le faire croire, mais bien l'ensemble des disciplines qui trament, au-dehors, l'existence dite "normale". Surveillants, cantine, parties de foot dans la cour, emploi du temps, camaraderie, baston, laideur des architectures : il faut avoir séjourné en prison pour prendre la pleine mesure de ce que l'école, l'innocente école de la République, contient, par exemple, de carcéral.

Envisagée sous cet angle imprenable, ce n'est pas la prison qui serait un repaire pour les ratés de la société, mais la société présente qui fait l'effet d'une prison ratée. La même organisation de la séparation, la même administration de la misère par le shit, la télé, le sport, et le porno règne partout ailleurs avec certes moins de méthode. Pour finir, ces hauts murs ne dérobent aux regards que cette vérité d'une banalité explosive : ce sont des vies et des âmes en tout point semblables qui se traînent de part et d'autre des barbelés et à cause d'eux.

Si l'on traque avec tant d'avidité les témoignages "de l'intérieur" qui exposeraient enfin les secrets que la prison recèle, c'est pour mieux occulter le secret qu'elle est : celui de votre servitude, à vous qui êtes réputés libres tandis que sa menace pèse invisiblement sur chacun de vos gestes.

Toute l'indignation vertueuse qui entoure la noirceur des geôles françaises et leurs suicides à répétition, toute la grossière contre-propagande de l'administration pénitentiaire qui met en scène pour les caméras des matons dévoués au bien-être du détenu et des directeurs de tôle soucieux du "sens de la peine", bref : tout ce débat sur l'horreur de l'incarcération et la nécessaire humanisation de la détention est vieux comme la prison. Il fait même partie de son efficace, permettant de combiner la terreur qu'elle doit inspirer avec son hypocrite statut de châtiment "civilisé". Le petit système d'espionnage, d'humiliation et de ravage que l'Etat français dispose plus fanatiquement qu'aucun autre en Europe autour du détenu n'est même pas scandaleux. L'Etat le paie chaque jour au centuple dans ses banlieues, et ce n'est de toute évidence qu'un début : la vengeance est l'hygiène de la plèbe.

Mais la plus remarquable imposture du système judicario-pénitentiaire consiste certainement à prétendre qu'il serait là pour punir les criminels quand il ne fait que gérer les illégalismes. N'importe quel patron – et pas seulement celui de Total –, n'importe quel président de conseil général – et pas seulement celui des Hauts-de-Seine –, n'importe quel flic sait ce qu'il faut d'illégalismes pour exercer correctement son métier. Le chaos des lois est tel, de nos jours, que l'on fait bien de ne pas trop chercher à les faire respecter et les stupés, eux aussi, font bien de seulement réguler le trafic, et non de le réprimer, ce qui serait socialement et politiquement suicidaire.

Le partage ne passe donc pas, comme le voudrait la fiction judiciaire, entre le légal et l'illégal, entre les innocents et les criminels, mais entre les criminels que l'on juge opportun de poursuivre et ceux qu'on laisse en paix comme le requiert la police générale de la société. La race des innocents est éteinte depuis longtemps, et la peine n'est pas à ce à quoi vous condamne la justice : la peine, c'est la justice elle-même, il n'est donc pas question pour mes camarades et moi de "clamer notre innocence", ainsi que la presse s'est rituellement laissée aller à l'écrire, mais de mettre en déroute l'hasardeuse offensive politique que constitue toute cette infecte procédure. Voilà quelques-unes des conclusions auxquelles l'esprit est porté à relire Surveiller et punir depuis la Santé. On ne saurait trop suggérer, au vu de ce que les Foucaliens font, depuis vingt ans, des travaux de Foucault, de les expédier en pension, quelque temps, par ici.

Comment analysez-vous ce qui vous arrive?

Détrompez-vous : ce qui nous arrive, à mes camarades et à moi, vous arrive aussi bien. C'est d'ailleurs, ici, la première mystification du pouvoir : neuf personnes seraient poursuivies dans le cadre d'une procédure judiciaire "d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste", et devraient se sentir particulièrement concernées par cette grave accusation. Mais il n'y a pas d'"affaire de Tarnac" pas plus que d'"affaire Coupat", ou d'"affaire Hazan" [*éditeur* de L'insurrection qui vient]. Ce qu'il y a, c'est une oligarchie vacillante sous tous rapports, et qui devient féroce comme tout pouvoir devient féroce lorsqu'il se sent réellement menacé. Le Prince n'a plus d'autre soutien que la peur qu'il inspire quand sa vue n'excite plus dans le peuple que la haine et le mépris.

Ce qu'il y a, c'est, devant nous, une bifurcation, à la fois historique et métaphysique: soit nous passons d'un paradigme de gouvernement à un paradigme de l'habiter au prix d'une révolte cruelle mais bouleversante, soit nous laissons s'instaurer, à l'échelle planétaire, ce désastre climatisé où coexistent, sous la férule d'une gestion "décomplexée", une élite impériale de citoyens et des masses plébéiennes tenues en marge de tout. Il y a donc, bel et bien, *une guerre*, une guerre entre les bénéficiaires de la catastrophe et ceux qui se font de la vie une idée moins squelettique. Il ne s'est jamais vu qu'une classe dominante se suicide de bon cœur.

La révolte a des conditions, elle n'a pas de cause. Combien faut-il de ministères de l'Identité nationale, de licenciements à la mode Continental, de rafles de sans-papiers ou d'opposants politiques, de gamins bousillés par la police dans les banlieues, ou de ministres menaçant de priver de diplôme ceux qui osent encore occuper leur fac, pour décider qu'un tel régime, même installé par un plébiscite aux apparences démocratiques, n'a aucun titre à exister et mérite seulement d'être mis à bas ? C'est une affaire de sensibilité.

La servitude est l'intolérable qui peut être infiniment tolérée. Parce que c'est une affaire de sensibilité et que cette sensibilité-là est *immédiatement politique* (non en ce qu'elle se demande "pour qui vais-je voter ?", mais "mon existence est-elle compatible avec cela ?"), c'est pour le pouvoir une question d'anesthésie à quoi il répond par l'administration de doses sans cesse plus massives de divertissement, de peur et de bêtise. Et là où l'anesthésie n'opère plus, cet ordre qui a réuni contre lui toutes les raisons de se révolter tente de nous en dissuader par une petite terreur ajustée.

Nous ne sommes, mes camarades et moi, qu'une variable de cet ajustement-là. On nous suspecte comme tant d'autres, comme tant de "jeunes", comme tant de "bandes", de nous désolidariser d'un monde qui s'effondre. Sur ce seul point, on ne ment pas. Heureusement, le ramassis d'escrocs, d'imposteurs, d'industriels, de financiers et de filles, toute cette cour de Mazarin sous neuroleptiques, de Louis Napoléon en version Disney, de Fouché du dimanche qui pour l'heure tient le pays, manque du plus élémentaire sens dialectique. Chaque pas qu'ils font vers le contrôle de tout les rapproche de leur perte. Chaque nouvelle "victoire" dont ils se flattent répand un peu plus vastement le désir de les voir à leur tour vaincus. Chaque manœuvre par quoi ils se figurent conforter leur pouvoir achève de le rendre haïssable. En d'autres termes : la situation est excellente. Ce n'est pas le moment de perdre courage.

Propos recueillis par Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

Un spectre hante l'Europe...

lundi 8 juin 2009, par [soutien 1 novembre](#)

Par Benjamin

"Il y a eu mille petits soulèvements, et tout cela fait une seule guerre, incessante entre nous-même et nos esclaves, une guerre silencieuse, une guerre honteuse dont personne ne parle et dont les historiens répugnent à faire le récit. Il y a déjà eu des guerres entre nations, entre cités, entre partis et même entre frères... mais cette fois c'est un monstre qui est en nous, dans nos tripes, et qui lutte contre tous les partis, toutes les nations, toutes les villes."

in Spartacus, Howard Fast (Cicero à Helena à propos du mystère de la révolte des esclaves).

« Julien Coupat » libéré, c'est un point de focalisation de l'attention publique qui se défait... personne ne s'en plaindra à commencer par lui qui pourra peut-être ainsi espérer se défaire du costume absurde que tant de bonnes âmes se sont efforcées de lui tailler.

Il n'a pas manqué de chroniqueurs en mal d'inspiration, de pseudo-journalistes en peine de scoops crapuleux pour boucler leurs fins de mois... Tout aura une nouvelle fois été convoqué depuis sa libération surprise. Tout. Le vieux fond poujado-frustré de certains journalistes de la presse d'opinion, tant en vogue sous le régime présent, n'aura pas manqué d'écrire parmi ses plus belles pages à notre propos. Il y a quelques semaines encore, certains reporters détritivores ont su lécher les mains des enquêteurs jusqu'à obtenir quelques « révélations exclusives » toutes droit sorties des archives secret-défense de la DCRI, doublant ensuite de leurs propres mensonges, les approximations et les amalgames grossiers des « agents des services » en goguette dans la campagne limousine. Et on aura aussi eu droit aux voix souffreteuse de certains épigones de la chronique journalistique et à leurs ratiocinations sur l'irresponsabilité de toute pensée qui n'épargne pas l'ambiance surannée de nos vieilles démocraties.

On nous parle d'« argent » en « contradiction avec (nos) propres idées », de « fils à papa qui n'assument rien », d'intellectuels « pas sympathiques », « pédants », ou manquant sérieusement d'« originalité », ou bien encore qui ne « proposent rien » (en effet nous ne voulons pas offrir de programme à un quelconque suffrage...). Au delà de nous accuser de ne pas assumer « nos idées », on ose même nous reprocher, à nous, de faire trop de bruit, quand tant d'autres moins « biens nés » et moins bien entourés sont interpellés, tabassés, enfermés en silence...

Je ne m'arrêterai pas sur chacun de ces morceaux de bravoure, ils valent à peine l'énergie que demande leur lecture.

Ce dont il importe de parler à la suite de cette libération inopinée, ce n'est rien d'autre que ce que nous nous sommes efforcés de mettre en avant envers et contre toute focalisation exclusive sur le personnage « Julien Coupat », ou sur celui de « la bande de Tarnac ». Si toute cette foire doit avoir servi à quelque chose c'est à retourner l'opération de communication du pouvoir contre son principe même. Mais comment ?

L'opération de sidération permanente qui est au cœur du style de gouvernement sarkosyste, sans être elle-même particulièrement novatrice sinon efficace, repose sur la stigmatisation de populations cibles qui sont désignées comme l'autre absolu du cœur virtuel de la « citoyenneté républicaine ». Ce cœur virtuel sans qu'il soit jamais désigné comme tel est sans conteste blanc, européen, chrétien, entrepreneur, respectueux des lois, de la propriété et de l'argent. Il n'est évidemment plus de bon ton de le scander tout haut, même si on semble s'en cacher de moins en moins. Cette identité se dit donc en creux, au fil des figures qui sont désignées comme son opposé, ses « ennemis intérieurs », on renouvelle bien le vocabulaire, moins les principes... il y a eu le « juif », « l'anarchiste », « le rital », « le blouson noir », « le fellaga », il y a aujourd'hui les « bandes de jeunes de cité », les « noirs et les arabes », les « clandestins », les « islamistes », les « anarcho-autonomes », les « pirates », les « étudiants ultras », les « grévistes-voyous ».

Ces « figures » ne fonctionnent que tant qu'elles restent irrémédiablement séparées dans l'imaginaire collectif. Au delà de l'entreprise de terreur (ou d'« intimidation » selon l'interprétation qu'on fait des textes européens) menée par le pouvoir pour maintenir en état de sidération l'ensemble de la population, ce que craignent les réseaux de pouvoir -sans lesquels Sarkozy n'est rien- c'est bien que l'hétérogénéité (réelle) des ennemis de l'état

des chose présent, ne se constitue en puissance consciente de renversement. Non pas un quelconque revival du grand soir mais la constitution en des points divers de nouages qui alimentent une intelligence collective diffuse et constituent positivement les forces capables de survivre au délitement des formes politiques existantes. Les mots pour dire ces forces sont pléthore. Ou bien manquent encore cruellement. Ils sont au mieux ceux du passé, au pire ceux du pouvoir, de l'occident globalisé. Abstenons nous de vouloir épingler ces forces à notre tour.

Ces forces que l'on sent palpables au détour de chaque tour dans les quartiers populaires, de chaque cafétéria de grande banlieue, dans les facs bloquées, les usines occupées, les foyers Sonacotra, les villages qui résistent à la touristification, les anciennes colonies, les hôpitaux psychiatriques... partout où la force des choses, la colère ou le bon sens mènent les uns et les autres à sentir ce qui les distingue radicalement de la figure du « bon citoyen » (français ou européen qu'importe)... au nom duquel on surveille, on « sécurise », on ment, on tabasse, on extorque, on vend des armes, des centrales nucléaires, on exploite, on acculture, on affame, on rend stérile, on expulse, on enferme, on tue.

Ce que l'on veut conjurer par dessus tout c'est le spectre du soulèvement. Lent, progressif, par saccades mais soulèvement bien réel, de ce qu'on finira bien un jour par devoir re-nommer « peuple ». Pas celui dont on se réclame mais bien celui qui partout, tout le temps, échappe à la normalisation et au contrôle, surgit là où ne l'attend plus.

Deux ou trois choses que j'avais à vous dire, par Yildune Lévy

LE MONDE | 20.06.09 |

C'est un homme, dans un bureau, comme tant d'autres hommes dans tant d'autres bureaux auxquels il ressemble sans ressembler à rien. Celui-là dispose d'un pouvoir spécial, certainement dû au fait que son bureau occupe le dernier étage d'une quelconque tour d'un palais de justice.

On dit qu'il instruit, qui ? quoi ? Il instruit. Il écroue. Il interroge. Il rend des ordonnances, de pâles ordonnances, où quelques articles de loi, une poignée de formules convenues et de considérations vagues se concluent par d'impénétrables mesures de contrôle judiciaire. Benjamin, certainement trop apprécié comme épicier à Tarnac, sera assigné à résidence chez sa mère en Normandie, où il n'a jamais vécu, à 30 ans. Manon et moi, qui partagions tout à Fleury, n'avons plus le droit de nous voir maintenant que nous sommes "libres". Julien peut se mouvoir dans toute la couronne parisienne, non traverser Paris, au cas où lui viendrait la tentation de prendre d'assaut l'Hôtel de Ville, sans doute.

Tel ami qui le visitait au parloir de la Santé doit se garder de le croiser désormais, sous peine de réincarcération. L'homme au bureau construit un dédale de murs invisibles, un labyrinthe d'impossibilités factices où nous sommes censés nous perdre, et perdre la raison. Il y a un ordre dans cet écheveau d'absurdités, une politique de désorientation sous les accents neutres du judiciaire.

On nous libère en prétextant qu'il n'y a pas de "*risque de concertation frauduleuse*" pour ensuite nous interdire de nous voir et nous exiler ici ou là, loin de Tarnac. On autorise un mariage tout en en faisant savamment fuiter le lieu et la date. On fragnole (1), à coup sûr, mais pas seulement.

C'est par ses incohérences qu'un ordre révèle sa logique. Le but de cette procédure n'est pas de nous amener à la fin à un procès, mais, ici et maintenant, et pour le temps qu'il faudra, de tenir un certain nombre de vies sous contrôle. De pouvoir déployer contre nous, à tout instant, tous les moyens exorbitants de l'antiterrorisme pour nous détruire, chacun et tous ensemble, en nous séparant, en nous assignant, en starifiant l'un, en faisant parler l'autre, en tentant de pulvériser cette vie commune où gît toute puissance.

La procédure en cours ne produit qu'incidemment des actes judiciaires, elle autorise d'abord à briser des liens, des amitiés, à défaire, à piétiner, à supplicier non des corps, mais ce qui les fait tenir : l'ensemble des relations qui nous constituent, relations à des êtres chers, à un territoire, à une façon de vivre, d'oeuvrer, de chanter. C'est un massacre dans l'ordre de l'impalpable. Ce à quoi s'attaque la justice ne fera la "une" d'aucun journal télévisé : la douleur de la séparation engendre des cris, non des images. Avoir "*désorganisé le groupe*", comme dit le juge, ou "*démantelé une structure anarcho-autonome clandestine*", comme dit la sous-direction antiterroriste, c'est

dans ces termes que se congratulent les tristes fonctionnaires de la répression, grises Pénélope qui défont le jour les entités qu'ils cauchemardent la nuit.

Poursuivis comme terroristes pour détention de fumigènes artisanaux au départ d'une manifestation, Ivan et Bruno ont préféré, après quatre mois de prison, la cavale à une existence sous contrôle judiciaire. Nous acculer à la clandestinité pour simplement pouvoir serrer dans nos bras ceux que nous aimons serait un effet non fortuit de la manoeuvre en cours.

Ladite "affaire de Tarnac", l'actuelle chasse à l'autonome ne méritent pas que l'on s'y attarde, sinon comme machine de vision. On s'indigne, en règle générale, de ce que l'on ne veut pas voir. Mais ici pas plus qu'ailleurs il n'y a lieu de s'indigner. Car c'est la logique d'un monde qui s'y révèle. A cette lumière, l'état de séparation scrupuleuse qui règne de nos jours, où le voisin ignore le voisin, où le collègue se défie du collègue, où chacun est affairé à tromper l'autre, à s'en croire le vainqueur, où nous échappe tant l'origine de ce que nous mangeons, que la fonction des faussetés, dont les médias pourvoient la conversation du jour, n'est pas le résultat d'une obscure décadence, mais l'objet d'une police constante.

Elle éclaire jusqu'à la rage d'occupation policière dont le pouvoir submerge les quartiers populaires. On envoie les unités territoriales de quartier (UTEQ) quadriller les cités ; depuis le 11 novembre 2008, les gendarmes se répandent en contrôles incessants sur le plateau de Millevaches. On escompte qu'avec le temps la population finira par rejeter ces "jeunes" comme s'ils étaient la cause de ce désagrément. L'appareil d'Etat dans tous ses organes se dévoile peu à peu comme une monstrueuse formation de ressentiment, d'un ressentiment tantôt brutal, tantôt ultrasophistiqué, contre toute existence collective, contre cette vitalité populaire qui, de toutes parts, le déborde, lui échappe et dans quoi il ne cesse de voir une menace caractérisée, là où elle ne voit en lui qu'un obstacle absurde, et absurdement mauvais.

Mais que peut-elle, cette formation ? Inventer des "associations de malfaiteurs", voter des "lois anti-bandes", greffer des incriminations collectives sur un droit qui prétend ne connaître de responsabilité qu'individuelle. Que peut-elle ? Rien, ou si peu. Abîmer à la marge, en neutraliser quelques-uns, en effrayer quelques autres. Cette politique de séparation se retourne même, par un effet de surprise : pour un neutralisé, cent se politisent ; de nouveaux liens fleurissent là où l'on s'y attendait le moins ; en prison, dans les comités de soutien se rencontrent ceux qui n'auraient jamais dû ; quelque chose se lève là où devaient régner à jamais l'impuissance et la dépression. Troublant spectacle que de voir la mécanique répressive se déglinguer devant la résistance infinie que lui oppose l'amour et l'amitié. C'est une infirmité constitutive du pouvoir que d'ignorer la joie d'avoir des camarades. Comment un homme dans l'Etat pourrait-il comprendre qu'il n'y a rien de moins désirable, pour moi, que d'être la femme d'un chef ?

Face à l'état démantelé du présent, face à la politique étatique, je n'arrive à songer, dans les quartiers, dans les usines, dans les écoles, les hôpitaux ou les campagnes, qu'à une politique qui reparte des liens, les densifie, les peuple et nous mène hors du cercle clos où nos vies se consomment. Certains se retrouveront à la fontaine des Innocents à Paris, ce dimanche 21 juin, à 15 heures. Toutes les occasions sont bonnes pour reprendre la rue, même la Fête de la musique.

Etudiante, **Yildune Lévy** est mise en examen dans l'"affaire de Tarnac".

(1) Il manque assurément au vocabulaire français un verbe pour désigner la passion que met un assis à rendre, par mille manœuvres minuscules, la vie impossible aux autres. Je propose d'ajouter pour combler cette lacune à l'édition 2011 du Petit Robert le verbe "fragnoler" d'où découlent probablement le substantif "fragnolage", l'adjectif "fragnolesque" et l'expression argotique "T'es fragno !" dont l'usage est attesté et ne cesse de se répandre.

Lundi 30 Novembre 2009, 14h10 Salut, voici le fameux texte de Julien Coupat (dit "**l'enquêteur qui vient**") adressé à la CIP-idf entre autre.

Il n'y a pas un militant qui ne se soit vu rétorquer, au cours d'une assemblée, d'une occupation ou d'une grève, la question-piège : « Mais qu'est-ce que vous proposez, concrètement? ». Et là, quand il n'a pas eu recours à une solution-miracle du type « eh bien, l'autogestion, bien sûr! » ou à des invocations du genre « l'auto-organisation des luttes », dont chacun pressent qu'elles ne font que recouvrir les problèmes réels qu'elles voudraient avoir l'air de résoudre, il a dû botter en touche, ou hurler, ou se taire. D'une manière générale, nous avons tendance à considérer qu'une perspective est quelque chose de superflu, pour le moment ; quelque chose qui viendra après, qui se dessinera comme un horizon flagrant lorsque les luttes auront suffisamment progressé. Nous avons tendance à confondre perspective avec programme, alternative ou utopie. Or l'histoire nous enseigne plutôt qu'une perspective est au contraire quelque chose qui donne ici et maintenant la force de lutter, qu'elle est un élément-clé des luttes en cours, que c'est peut-être l'absence de perspective qui explique la paradoxale faiblesse des luttes actuelles, alors même que le capitalisme se prend les pieds dans ses propres contradictions, plutôt que la faiblesse des luttes qui explique le défaut de perspective. C'est certainement ce défaut qui fait qu'une révolte de masse contre un régime honni puisse venir s'écraser sur le mur de son propre nihilisme, et faire le lit de la contre-révolution, comme en Grèce l'année dernière.

L'époque, on le sait, est furieusement pragmatique. Elle flaire l'idéologie au premier milligramme. Et quand une nouvelle idéologie se présente, elle commence invariablement par proclamer son refus de toute idéologie, sa dévotion au « concret », au « terrain », aux « faits ». Dans ces conditions, une perspective ne peut plus se formuler comme perspective immédiatement politique, comme projet de bouleversement radical de tous les rapports sociaux. Elle doit au contraire s'attacher modestement à repartir d'une connaissance fine des contraintes matérielles qui font obstacle à un tel bouleversement. Si nous voulons recouvrer une perspective, il nous faut combler l'espace qui sépare le constat diffus que ce monde ne peut plus durer et le désir d'en bâtir un meilleur. Or si ce monde se maintient, ce n'est pas par la seule magie de ses institutions ni la seule brutalité de sa police, c'est d'abord par l'organisation même de ses infrastructures, par la dépendance matérielle où chaque existence est, pour sa simple survie, vis-à-vis du bon fonctionnement général de la machine sociale. Pour dire cela platement : tant que nous ne saurons pas comment arrêter les centrales nucléaires et que la propagande nucléariste continuera à nous promettre leur éternité, il ne servira à rien d'aspirer à l'abolition de l'Etat; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé; tant qu'une rationalité charpentée ne saura pas tenir tête, point par point, à la rationalité tronquée des gestionnaires du système, la possibilité même d'un bouleversement ne sera jamais prise au sérieux.

En d'autres termes : il nous faut reprendre un travail méticuleux d'enquête. Il nous faut commencer par isoler ce qui s'impose comme enjeux pour un début de changement des rapports sociaux, puis aller à la rencontre, dans tous les secteurs où gît le savoir technique nécessaire, des ouvriers, des travailleurs sociaux, des syndicalistes sincères, des experts marginalisés, des « usagers », des voyous pour dresser une sorte de plan praticable pour commencer à cheminer vers d'autres rapports sociaux, vers d'autres rapports au monde. On peut imaginer qu'au cours d'un tel processus d'enquête des rencontres se feront et que les personnes rencontrées souhaiteront, qui sait ?, y prendre part. A quoi cela pourrait-il aboutir, finalement ? A un document réappropriable par quiconque récapitulant dans un langage simple nos découvertes et les possibles que nous aurons su déceler quand l'enquête se sera suffisamment approfondie, par exemple. On peut aussi rêver que des collectifs d'enquête locaux fleurissent qui s'appliquent à leur échelle à ce travail.

Enquêter de la sorte exige de nous autres, militants, une position subjective à laquelle nous sommes peut-être peu accoutumés : partir non pas de notre identité politique, de notre appartenance organisationnelle, de la pensée que nous nous sommes forgés, de la tradition dont nous sommes issus, mais d'une écoute tendue vers la situation. Et cela non dans l'idée de renoncer à nos désaccords, mais de se confronter à une matière, à une extériorité où ces désaccords pourraient enfin trouver, dans la technicité même des changements possibles à partir d'une situation donnée, commune du monde, une façon fructueuse de jouer, de disparaître ou de se trancher.

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/12/03/affaire-de-tarnac-pourquoi-nous-cessons-de-respecter-les-controles-judiciaires_1275570_3232.html

Le Monde 4 décembre 2009

Pourquoi nous cessons de respecter les contrôles judiciaires

L'arrestation de Christophe, le 27 novembre, marque un palier dans la bouffée délirante d'Etat que l'on nomme pudiquement "affaire de Tarnac". Sa mise en examen situe le point où une procédure ne se poursuit qu'afin de se sauver elle-même, où l'on inculpe une personne de plus dans le seul espoir de maintenir le reste des inculpations.

En fait de "premier cercle", Christophe appartient surtout au petit nombre de ceux avec qui nous discutons de notre défense. Le contrôle judiciaire qui voudrait, pour l'avenir, lui interdire de nous voir est l'aberration de trop ; c'est une mesure consciente de désorganisation de la défense, aussi. A ce point de torsion de toutes les notions du droit, qui pourrait encore exiger de nous que nous respections ces contrôles judiciaires et cette procédure démente ? A l'absurde nul n'est tenu. Il n'y a pas besoin de se croire au-dessus de la justice pour constater qu'elle est en dessous de tout. Au reste, une société qui se maintient par des moyens si évidemment criminels n'a de procès à intenter à personne.

La liberté sous contrôle judiciaire est le nom d'une sorte d'expérience mystique que chacun peut se figurer. Imaginez que vous ayez le droit de voir qui vous voulez, sauf ceux que vous aimez, que vous puissiez habiter n'importe où, sauf chez vous, que vous puissiez parler librement, au téléphone ou devant des inconnus, mais que tout ce que vous dites puisse être, un jour ou l'autre, retenu contre vous. Imaginez que vous puissiez faire tout ce que vous voulez, sauf ce qui vous tient à coeur. Un couteau sans manche auquel on a retiré la lame ressemble davantage à un couteau que la liberté sous contrôle judiciaire ne ressemble à la liberté.

Vous flânez sur un boulevard avec trois amis ; sous la plume des flics qui vous filochent, cela se dit : "Les quatre objectifs se déplacent en direction de..." Vous retrouvez après des mois de séparation un être qui vous est cher ; dans le jargon judiciaire, cela devient une "concertation frauduleuse". Vous ne renoncez pas, même dans l'adversité, à ce que toute amitié suppose de fidélité ; c'est évidemment une "association de malfaiteurs".

La police et sa justice n'ont pas leur pareil pour travestir ce qui tombe sous leur regard. Peut-être ne sont-elles finalement que cette entreprise de rendre monstrueux ce qui, aimable ou détestable, se comprend sans peine.

S'il suffit de ne se reconnaître dans aucune des organisations politiques existantes pour être "autonome", alors il faut bien admettre que nous sommes une majorité d'autonomes dans ce pays. S'il suffit de regarder les directions syndicales comme des traîtres avérés à la classe ouvrière pour être d'"ultragauche", alors la base de la CGT est présentement composée d'une série de dangereux noyaux d'ultragauchistes.

Nous désertons. Nous ne pointerons plus et nous comptons bien nous retrouver, comme nous l'avons fait, déjà, pour écrire ce texte. Nous ne chercherons pas à nous cacher. Simplement, nous désertons le juge Fragnoli et les cent petites rumeurs, les mille aigreurs misérables qu'il répand sur notre compte devant tel ou tel journaliste. Nous désertons la sorte de guerre privée dans laquelle la sous-direction antiterroriste voudrait nous engager à force de nous coller aux basques, de "sonoriser" nos appartements, d'épier nos conversations, de fouiller nos poubelles, de retranscrire tout ce que nous avons pu dire à notre famille durant nos parloirs en prison.

S'ils sont fascinés par nous, nous ne sommes pas fascinés par eux - eux que nos enfants appellent désormais, non sans humour, les "voleurs de brosses à dents" parce que, à chaque fois qu'ils déboulent avec leurs 9 mm, ils raflent au passage toutes les brosses à dents pour leurs précieuses expertises ADN. Ils ont besoin de nous pour justifier leur existence et leurs crédits, nous pas. Ils doivent nous constituer, par toutes sortes de surveillances et d'actes de procédure, en groupuscule paranoïaque, nous, nous aspirons à nous dissoudre dans un mouvement de masse, qui, parmi tant d'autres choses, les dissoudra, eux.

Mais ce que nous désertons d'abord, c'est le rôle d'ennemi public, c'est-à-dire, au fond, de victime, que l'on a voulu nous faire jouer. Et, si nous le désertons, c'est pour pouvoir reprendre la lutte. "Il faut substituer au sentiment du gibier traqué l'allant du combattant", disait, dans des circonstances somme toute assez semblables, Georges Guingouin (Résistant communiste).

Partout dans la machine sociale, cela explose à bas bruit, et parfois à si bas bruit que cela prend la forme d'un suicide. Il n'y a pas un secteur de cette machine qui ait été épargné dans les années passées par ce genre d'explosion : agriculture, énergie, transports, école, communications, recherche, université, hôpitaux, psychiatrie. Et chacun de ces craquements ne donne, hélas, rien, sinon un surplus de dépression ou de cynisme vital - choses qui se valent bien, en fin de compte.

Comme le plus grand nombre aujourd'hui, nous sommes déchirés par le paradoxe de la situation : d'un côté, nous ne pouvons pas continuer à vivre comme cela, ni laisser le monde courir à sa perte entre les mains d'une oligarchie d'imbéciles, de l'autre, toute forme de perspective plus désirable que le désastre présent, toute idée de chemin praticable pour échapper à ce désastre se sont dérobées. Et nul ne se révolte sans perspective d'une vie meilleure, hormis quelques âmes sympathiquement désespérées.

L'époque ne manque pas de richesse, c'est plutôt la longueur du souffle qui lui fait défaut. Il nous faut le temps, il nous faut la durée - des menées au long cours. Un des effets principaux de ce qu'on appelle répression, comme du travail salarié d'ailleurs, c'est de nous ôter le temps. Pas seulement en nous ôtant matériellement du temps - le temps passé en prison, le temps passé à chercher à faire sortir ceux qui y sont -, mais aussi et d'abord en imposant sa propre cadence. L'existence de ceux qui font face à la répression, pour eux-mêmes comme pour leur entourage, est perpétuellement obnubilée par des événements immédiats. Tout la ramène au temps court, et à l'actualité. Toute durée se morcelle. Les contrôles judiciaires sont de cette nature, les contrôles judiciaires ont ce genre d'effets. Cela va bien ainsi.

Ce qui nous est arrivé n'était pas centralement destiné à nous neutraliser nous, en tant que groupe, mais bien à impressionner le plus grand nombre ; notamment ceux, nombreux, qui ne parviennent plus à dissimuler tout le mal qu'ils pensent du monde tel qu'il va. On ne nous a pas neutralisés. Mieux, on n'a rien neutralisé du tout en nous utilisant de la sorte.

Et rien ne doit plus nous empêcher de reprendre, et plus largement sans doute, qu'auparavant, notre tâche : réélaborer une perspective capable de nous arracher à l'état d'impuissance collective qui nous frappe tous. Non pas exactement une perspective politique, non pas un programme, mais la possibilité technique, matérielle, d'un chemin praticable vers d'autres rapports au monde, vers d'autres rapports sociaux ; et ce en partant des contraintes existantes, de l'organisation effective de cette société, de ses subjectivités comme de ses infrastructures.

Car c'est seulement à partir d'une connaissance fine des obstacles au bouleversement que nous parviendrons à désencombrer l'horizon. Voilà bien une tâche de longue haleine, et qu'il n'y a pas de sens à mener seuls. Ceci est une invitation.

Aria, Benjamin, Bertrand, Christophe, Elsa, Gabrielle, Julien, Manon, Mathieu et Yildune sont les dix personnes mises en examen dans l'affaire dite "de Tarnac".--

Le Monde 25.02.2011

Une proposition politique des mis en examen de Tarnac

"Printemps des peuples arabes", "*révolution en marche*", "*transition démocratique*", "*fin de la dictature*". Les grandes machines discursives sont de sortie. Il n'en faut pas moins pour parvenir à présenter le renversement des régimes pro-occidentaux du Maghreb comme de nouvelles victoires de l'Occident, et le triomphe inespéré de ses valeurs.

La fièvre révolutionnaire qui s'est récemment emparée des plus prudents éditorialistes témoigne d'abord de l'intense réaction immunitaire à quoi l'événement accule le discours dominant. On répond par un violent accès d'orientalisme à la nécessité de disposer, au plus vite, entre nous et les bouleversements en cours, un solide cordon sanitaire. On s'émerveille de ces "révolutions" pour mieux esquiver les évidences qu'elles nous jettent au visage pour mieux dissoudre le trouble qu'elles suscitent en nous.

Faut-il qu'elles soient précieuses, les illusions qu'il s'agit d'ainsi préserver, pour que l'on se répande partout en pareilles apologies de l'insurrection, pour que l'on décerne la palme de la non-violence à un mouvement qui a brûlé 60 % des commissariats égyptiens. Quelle heureuse surprise de soudain découvrir que les principales chaînes d'information sont entre les mains des amis du peuple !

Or voilà : si les insurgés de l'autre côté de la Méditerranée disent : "*Avant, nous étions des morts-vivants. A présent, nous nous sommes réveillés*", cela signifie en retour que nous, qui ne nous insurgons pas, nous sommes des morts-vivants, que nous dormons. S'ils disent : "*Avant, nous vivions comme des bêtes, nous vivions dans la peur. A présent, nous avons retrouvé confiance en nous, en notre force, en notre intelligence*", cela signifie que nous vivons comme des bêtes, nous qui sommes si évidemment gouvernés par nos peurs.

Ceux qui peignent aujourd'hui aux couleurs les plus lugubres l'impitoyable dictature de l'atroce Ben Ali ne le trouvaient-ils pas hier encore si fréquentable ? Il faut donc qu'ils mentent aujourd'hui, comme ils mentaient hier. Le tort de Michèle Alliot-Marie réside d'ailleurs là : avoir dévoilé en quelques phrases à l'Assemblée nationale que, derrière tant de dissertations d'écoliers sur la différence entre leurs dictatures et nos démocraties, se cache la continuité policière des régimes; en quoi les uns sont certes plus experts et moins grossiers que les autres.

On peut détailler ad nauseam la brutalité de la répression sous Ben Ali. Il n'en reste pas moins que les doctrines contre-insurrectionnelles – l'art d'écraser les soulèvements – sont désormais la doctrine officielle des armées occidentales, qu'il s'agisse de les appliquer en banlieue ou dans les centres-villes, en Afghanistan ou place Bellecour à Lyon. Le feuilleton hebdomadaire des petits mensonges et des misérables combines de M^{me} Alliot-Marie ne saurait effacer le véritable scandale : avoir traité de "*situation sécuritaire*" une situation révolutionnaire. Si nous n'étions pas occupés à tresser des couronnes de jasmin ou de lotus aux révoltes du Maghreb, peut-être n'aurions-nous pas déjà oublié que Ben Ali, quatre jours avant de disparaître dans les poubelles de l'histoire, avait parlé des émeutes de Sidi Bouzid comme d'"*impardonnables actes terroristes perpétrés par des voyous cagoulés*". Ou que son successeur a cru apaiser la colère du peuple en annonçant comme première mesure l'abrogation de "*toutes les lois antidémocratiques*", à commencer par les lois antiterroristes.

Si nous refusons de tenir pour miraculeux l'enchaînement qui mène de l'immolation de Mohamed Bouazizi à la fuite de Ben Ali, c'est que nous refusons d'admettre comme normale, à l'inverse, l'indifférence feutrée qu'a partout rencontrée pendant tant d'années la persécution de tant d'opposants. Ce que nous vivons, nous et une certaine jeunesse politisée, depuis trois ans, y est certainement pour quelque chose. Dans les trois dernières années, nous dénombrons en France plus d'une vingtaine de camarades qui, toutes tendances confondues, sont passés par la case prison, dans la plupart des cas sous prétexte d'antiterrorisme et pour des motifs dérisoires – détention de fumigènes, introduction de glu dans des distributeurs de billets, tentative ratée d'incendie de voiture, collage d'affiches ou coup de pied.

Nous en sommes arrivés en janvier au point où la magie du signalement sur le fichier des "*anarcho-autonomes*" a mené une jeune femme en prison – pour un tag. Cela se passe en France, et non en Russie, et non en Arabie saoudite, et non en Chine.

Chaque mois désormais, nous apprenons qu'un nouveau camarade a été prélevé en pleine rue, que l'on a intimé à telle amie, après bien d'autres, de devenir indic en échange de l'impunité ou d'un salaire ou de conserver son poste de professeur, que telle connaissance a, à son tour, basculé dans la dimension parallèle où nous vivons désormais, avec ses cellules miteuses, ses petits juges pleins de haine rentrée, de mauvaise foi et de ressentiment, avec ses insomnies, ses interdictions de communiquer, ses flics devenus des intimes à force de vous épier. Et l'apathie qui vous gagne, l'apathie de ceux qui vivent "*normalement*" et s'étonnent, l'apathie organisée.

Car c'est une politique européenne. Les rafles régulières d'anarchistes en Grèce ces derniers temps le prouvent. Aucun régime ne peut renoncer au broyeur judiciaire, quand il s'agit de venir à bout de ce qui lui résiste. La culpabilité est une chose qui se produit. Comme telle, c'est une question d'investissement, financier, personnel. Si vous êtes prêt à y mettre des moyens hors normes, vous pouvez bien transformer une série de faux procès-verbaux, de faux témoignages et de manœuvres de barbouzes en dossier d'accusation crédible.

Dans l'affaire dite de Tarnac, la récente reconstitution de la nuit des sabotages, si longtemps réclamée par la défense, en a administré le plus bel exemple. Ce fut un de ces moments d'apothéose où éclate, jusque dans les détails les plus infimes, le caractère de machination de toute vérité judiciaire. Ce jour-là, le juge Fragoli a su occulter avec art tout ce qui démontre l'impossibilité de la version policière. Il devenait subitement aveugle dès que l'indocile réalité contredisait sa thèse. Il a même réussi à mettre les rédacteurs du faux PV de filature à l'abri de la contradiction, en les dispensant d'être là. Et cela était en effet superflu, puisque tout ce petit monde s'était déjà transporté sur les lieux, une semaine auparavant, en privé et en douce.

A dire vrai, qu'il ait fallu contrefaire la reconstitution suffit à montrer que le procès-verbal lui-même était contrefait. C'est sans doute cela qu'il a fallu abriter des regards en bouclant la zone par des murs de gendarmes appuyés de brigades cynophiles, d'hélicoptères et de dizaines de brutes de la sous-direction antiterroriste.

A ce jour, il en aura coûté quelques millions d'euros pour transformer en instruction bien ficelée des fantasmes de flics. Il importe peu de savoir à qui, pour finir, on imputera les actes qui furent le prétexte de notre arrestation. Quant à nous, nous plaignons d'ores et déjà le tribunal qui aura à faire passer pour du terrorisme la pose de

quelques innocents crochets, maintenant que bloquer les flux est devenu le moyen d'action élémentaire d'un mouvement de masse contre la réforme des retraites.

Le silence frileux des gouvernants européens sur les événements de Tunisie et d'Egypte dit assez l'angoisse qui les étirent. Le pouvoir tient donc à si peu. Un avion décolle et c'est tout un édifice de forfaiture qui tombe en miettes. Les portes des prisons s'ouvrent. La police s'évanouit. On honore ce qui hier encore était méprisé, et ce qui était l'objet de tous les honneurs est maintenant sujet à tous les sarcasmes. Tout pouvoir est assis sur ce gouffre. Ce qui nous apparaît, à nous, comme démesure sécuritaire n'est que pragmatisme policier, antiterrorisme raisonné.

Du point de vue du gestionnaire de situations sécuritaires, l'ordre public n'aurait jamais été ébranlé, et Ben Ali serait encore tranquillement président, si l'on avait réussi à neutraliser à temps un certain Mohamed Bouazizi.

C'est à l'évidence, dans les banlieues comme dans les mouvements de révolte, la chasse aux Bouazizi, aux fauteurs d'insurrection potentiels qui est lancée, et c'est une course contre la montre; car, de Ben Ali à Sarkozy, qui règne par la peur s'expose à la fureur.

Monsieur le président, il y a des ranchs à vendre au Texas, et votre avion vous attend sur la piste de Villacoublay.

Aria, Benjamin, Bertrand, Christophe, Elsa, Gabrielle, Julien, Manon, Matthieu et Yildune, sont les dix personnes mises en examen dans l'affaire dite "de Tarnac"

Le Monde, 13 novembre 2012, par Laurent Borredon

Tarnac: Julien Coupat réapparaît, pour mieux « disparaître »

Dans la petite pièce enfumée, Julien Coupat s'explique: *"C'est une conférence de presse qui n'en est pas une, la seule façon de sortir de la dernière chose qui pourrait rester de l'affaire de Tarnac : la 'figure' de Julien Coupat."* L'homme considéré par les policiers comme le *"leader charismatique et idéologue"* d'une *"structure clandestine anarcho-autonome basée sur le territoire national et se livrant à des opérations de déstabilisation de l'Etat par des actions violentes"* a brisé le silence, lundi 12 novembre, à Paris, pour la première fois depuis un entretien accordé au Monde lors de sa détention provisoire.

Julien Coupat, armé d'un thermos d'infusion, a raconté "son" affaire de Tarnac, devant une petite dizaine de journalistes. Les mois de surveillance, le *"jeu du chat et de la souris"* avec les policiers dont les filatures sont rapidement *"grillées"*, puis les interpellations, le 11 novembre 2008. Il est mis en examen pour *"direction et organisation d'association de malfaiteurs en vue d'un acte terroriste"*.

"Personne n'y comprend plus rien"

Pour le groupe de Tarnac - dix mis en examen au total -, la décision s'est imposée. Certes, mercredi 14 novembre, leurs avocats doivent tenir une grande conférence de presse avec plusieurs parlementaires, dans les locaux de l'Assemblée nationale. Elle doit permettre d'*"anéantir chacun des éléments de l'enquête policière"* après une série de révélations destinées à remettre l'affaire sur le devant de la scène. Mais, comme le résume Mathieu Burnel, le membre du groupe chargé des relations avec les médias: *"On a l'impression que personne n'y comprend plus rien à l'affaire de Tarnac."*

Alors d'aucuns se reportent, effectivement, sur le "mystère" Coupat, soupçonné, avec sa compagne Yildune Lévy, d'avoir posé des crochets sur le caténaire d'une ligne à grande vitesse, dans la nuit du 7 au 8 novembre 2008, en Seine-et-Marne. Il y a quelques jours, dans l'émission "Le Supplément" (Canal+), la journaliste erre ainsi dans le petit village corrézien qui abrite l'épicerie-restaurant gérée par le groupe, à la recherche de Julien Coupat et de sa compagne Yildune Lévy, telle un reporter tentant d'entrer en contact avec Ben Laden dans les zones tribales du Pakistan. Puis de retour en plateau, l'interview de deux des mis en examen se conclut par une question de la présentatrice: *"Ils ont réussi à se marier, Julien et Yildune ?"* (Pour information, la réponse est oui, en 2009, malgré leur contrôle judiciaire, et tout le monde l'a écrit à l'époque). *"On est passé de la figure monstrueuse du terroriste à une espèce de star ridicule"*, résume Mathieu Burnel.

Mark Kennedy? Un "mythomane"

Cette fois, pas de caméras. Julien Coupat rebondit sur les dernières révélations. Mark Kennedy, l'espion anglais infiltré chez les altermondialistes, dont les informations ont irrigué les services de renseignement européens et le dossier Tarnac ? Un "mythomane", notamment quand il assure que Julien Coupat aurait participé à une réunion sur la fabrication d'engins explosifs à Nancy, en février 2008. La carte bancaire de Yildune Lévy, dont les enquêteurs viennent de se rendre compte qu'elle a été utilisée à Pigalle à 2h44 le 8 novembre 2008, alors que le couple était, selon les policiers qui affirment l'avoir filé, en Seine-et-Marne, à proximité du lieu du sabotage ? Julien Coupat confirme l'arrêt dans le quartier parisien, pour tirer de l'argent et acheter des cigarettes.

Un alibi en or, et l'on s'étonne de ce souvenir tardif : la véracité du procès-verbal de filature, le "PV 104", est contestée depuis des années par les avocats – une instruction pour "*faux et usage de faux*" a même été ouverte à Nanterre. Mais Yildune Lévy "*ne s'en est pas rappelé*", plusieurs mois après les faits, quand la question s'est posée. Et si la carte n'apparaît pas dans la fouille de la jeune femme, c'est que les policiers de la sous-direction antiterroriste (SDAT) ont oublié le sac avec son portefeuille chez elle, assure Julien Coupat.

Au jeu des questions-réponses, les journalistes sont tentés de réclamer des explications sur chaque point. "*Ce qui est détestable dans cette affaire, c'est que, pendant un certain temps, apparaître c'était comparaître devant je ne sais quel tribunal médiatique*", explique Julien Coupat. "*Maintenant, le seul moyen de disparaître, c'est d'apparaître*", veut-il croire.

Laurent Borredo

Le Monde | 14.11.2012 à 14h35

"Le secret le mieux gardé de l'affaire de Tarnac"

Par Giorgio Agamben, philosophe et Yildune Lévy, mise en examen dans l'affaire de Tarnac

*C'est en février 2011 que parut la première brève sur le sujet : **"Ce fut longtemps le secret le mieux gardé de l'affaire de Tarnac" : un agent britannique, infiltré au coeur des mouvements altermondialistes et environnementalistes européens, a joué un rôle important dans cette enquête** (L'Express). La nouvelle est longtemps restée sans suite, orpheline. Les scandales ne s'importent pas comme n'importe quelle autre marchandise.*

Leur naissance doit trop à la conformation morale du pays où ils éclatent. "*L'affaire Mark Kennedy*", en Angleterre, a nourri les tabloïds et les émissions à sensation pendant des mois. Elle a conduit à la dissolution de l'unité "d'élite" des services secrets pour laquelle il travaillait, au déclenchement d'une kyrielle d'enquêtes sur les méthodes d'infiltration de la police anglaise, à la démission d'un procureur, au non-lieu de toutes les procédures impliquant de près ou de loin Mark Kennedy, et même à l'annulation de jugements déjà rendus.

Mais le fond du scandale était éthique : il tenait à l'incompatibilité du stupre et du lucre avec l'ethos puritain anglais. Peut-on, dans le cadre de son travail d'officier de renseignement, coucher avec des dizaines de charmantes jeunes anarchistes ? Est-il permis de dépenser plus de 2 millions d'euros, sept ans durant, pour financer les soirées techno, les beuveries, les vacances, les montres-espions à 7 000 euros d'un James Bond percé et tatoué de l'anarchie, et tout ça pour un peu d'information sur les activités des écologistes radicaux, des antifascistes, des militants antiglobalisation ? La sensibilité nationale répondait sans hésitation "non" à ces questions superflues. D'où l'ampleur et la durée du scandale. En Allemagne, où l'on est, semble-t-il, d'abord soucieux des procédures et du sol national, l'affaire Mark Kennedy porta plutôt sur la légalité ou non de l'usage d'un agent étranger sur le territoire allemand.

On peut dresser de l'affaire de Tarnac plusieurs généalogies également scandaleuses, et presque également barbouzardes, mais la plus significative politiquement est celle qui part de Mark Kennedy : car c'est elle qui en dit le plus long sur les arcanes de notre temps. Mark Kennedy travaillait officiellement pour la National Public Order Intelligence Unit, un service de renseignement britannique créé en 1999 afin de combattre le retour de la contestation écologiste et antiglobalisation au Royaume-Uni.

Le déploiement massif d'agents infiltrés dans ces mouvements traduit "sur le terrain" le lancement d'une nouvelle doctrine policière qui se nomme en anglais *"intelligence-led policing"* et en français, sous licence d'importation déposée par Alain Bauer et Xavier Raufer, le *"décèlement précoce"*. C'est dans les années 2000 que le Royaume-Uni s'attache, au travers de sa présidence de l'Union européenne, à la diffuser et à la faire adopter par ses partenaires européens ; ce en quoi les autorités britanniques ont réussi, comme elles s'en flattent publiquement : car, avec la doctrine, c'est un ensemble de services, de techniques et d'informations qui pourront être échangés et vendus aux partenaires en question.

Des "informations" sorties de l'imagination fertile de Mark Kennedy, par exemple. La nouvelle doctrine dit ceci : l'engagement politique, dès qu'il dépasse le cadre inoffensif de la manifestation ou de l'interpellation des "dirigeants", sort du cadre démocratique pour entrer dans le domaine criminel, dans le "préterrorisme". Ceux qui sont susceptibles de sortir de ce cadre sont repérables à l'avance. Plutôt que d'attendre qu'ils commettent un crime, comme occuper une centrale à charbon ou bloquer un sommet européen ou un G8, il suffit de les arrêter dès qu'ils en forment le projet, quitte à susciter soi-même le projet.

Les techniques de surveillance humaine comme l'électronique à disposition doivent être suffisamment étendues, sophistiquées et partagées. Et comme ces techniques "préventives" ne sont elles-mêmes guère compatibles avec l'ordre réputé démocratique, il faut s'organiser en marge de celui-ci. C'est d'ailleurs en toute franchise ce que répondit le chef du BKA allemand (équivalent local de la direction centrale du renseignement intérieur, DCRI) lorsqu'une commission d'enquête parlementaire s'avisait de l'interroger sur l'affaire Kennedy : *"Contre les euro-anarchistes, contre ceux qui s'organisent conspirativement et internationalement, nous devons nous organiser tout aussi conspirativement et tout aussi internationalement."* *"Il faut agir en partisan partout où il y a des partisans"*, disait Napoléon dans une formule que Carl Schmitt se plaisait tant à citer.

Il ne fait aucun doute que le début des ennuis pour les gens de Tarnac vient d'informations, fabriquées pour certaines, volontairement gonflées pour d'autres, émanant de Mark Kennedy : il fallait bien qu'il justifie son salaire, et ses employeurs, leurs crédits. Des réseaux franco-britanniques de l'ombre auront assuré leur transmission discrète à la DCRI, qui s'est trouvée ainsi piégée, elle, bien plus que ceux de Tarnac. Telle est donc la véritable signification, et le véritable *skandalon*, de l'affaire de Tarnac. Ce qui se cache sous l'apparence d'un fiasco judiciaire français, c'est la constitution d'une conspiration policière mondiale revendiquée dont Mark Kennedy, officiellement actif dans onze pays, de l'Europe aux Etats-Unis en passant par l'Islande, n'est à ce jour que le plus fameux pion.

Comme toujours, la prose policière ne contient de vérité qu'à condition de l'inverser terme à terme : lorsque la police dit : *"Les euro-anarchistes sont en train de tisser un réseau pré-terroriste européen pour attaquer les institutions"*, il faut évidemment lire : *"Nous, policiers, sommes en train de doubler les institutions par une vaste organisation européenne informelle afin d'attaquer les mouvements qui nous échappent."* Le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, a déclaré à Rome que, face aux *"processus de radicalisation dans de nombreux pays"*, il importait d'accentuer la coopération au sein d'Interpol contre les *"formes de violence provenant de l'ultra-gauche, de mouvements anarchistes ou d'autonomes"*.

Or ce qui se passe en ce moment en Europe, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Italie, au Royaume-Uni, ce n'est pas que surgissent ex nihilo des groupes radicaux venus menacer la quiétude de la *"population"*, mais que les peuples eux-mêmes se radicalisent devant l'évident scandale qu'est l'ordre présent des choses. Le seul tort de ceux qui, comme les gens de Tarnac, sont issus du mouvement antiglobalisation et de la lutte contre la dévastation du monde, c'est d'avoir formé un signe avant-coureur d'une prise de conscience désormais générale.

Au train où vont les choses, il se pourrait bien qu'un jour le refus de l'identification biométrique, aux frontières comme dans la vie, devienne une pratique diffuse. Ce qui constitue la plus lourde menace sur la vie des gens, ce ne sont pas de chimériques *"groupes terroristes"*, mais l'organisation effective de la souveraineté policière à l'échelle mondiale, et ses coups tordus. L'Histoire nous rappelle que les intrigues de l'Okhrana, la police secrète russe, n'ont guère porté bonheur au régime tsariste. *"Il n'est pas de force au monde qui puisse endiguer le flot révolutionnaire quand il monte, et toutes les polices du monde, quels que soient leur machiavélisme, leurs sciences et leurs crimes, sont à peu près impuissantes"*, notait l'écrivain Victor Serge. Il délivrait aussi ce conseil dans *Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression*, 1926 : *"Si l'accusation se base sur un faux, ne pas s'en indigner : la laisser plutôt s'enfermer avant de la réduire à néant."*

Giorgio Agamben, philosophe et Yildune Lévy, mise en examen dans l'affaire de Tarnac

Le groupe de Tarnac : « Sortons de la logique sécuritaire »

Le Monde.fr | 18.07.2014

L'antiterrorisme, donc, ira au bout de sa logique. Quitte à [faire](#) passer un nouveau train de lois en plein mois de juillet, ou à [clore](#) une instruction qui a mis à nu six ans durant le scandale de ses mécanismes, celle de l'[affaire Tarnac](#), entre le 14 juillet et le 15 août. Comme un désir d'anéantissement qui insiste et se joue de tous les obstacles pour [arriver](#), aveuglément, à [ses](#) fins.

Évidemment que les nouvelles dispositions prévues par le projet de loi socialiste sont aberrantes, floues, inapplicables ; et qu'avant même qu'elles n'aient été votées, nous voyons tous à quelles fins retorses elles seront finalement employées par les [services](#) de sécurité, au terme d'un glissement calculé, et précisément *grâce* à leur flou, *grâce* à leur aberration.

En [Italie](#), on en est à [tenter](#) de [réduire](#) par l'antiterrorisme le mouvement de lutte opiniâtre contre le chantier de la ligne TGV [Lyon-Turin](#), un mouvement comptant les habitants d'une vallée entière, en plus de dizaines de milliers de partisans dans tout le pays. En [Ukraine](#), les combats à force ouverte menés par l'[armée](#) ne sont pas qualifiés de guerre, mais d'« opération antiterroriste ».

DES PEINES PLUS LOURDES QUE SOUS LE FASCISME

En [Palestine](#), les meurtres de trois jeunes colons juifs ou d'un jeune palestinien ne sont pas de simples règlements de comptes, mais d'emblée des « actes de terrorisme » ; et le bombardement de Gaza vise bien entendu des « sites terroristes ». En Angleterre, c'est en vertu des lois antiterroristes que l'on s'est permis de [délester](#) un messenger en transit des documents fournis par Snowden.

Qui s'étonne d'ailleurs qu'à infraction égale, les peines prévues par la législation antiterroriste de la démocratie italienne soient en moyenne trois fois plus lourdes que celles du code Rocco, le code pénal du régime fasciste ? Personne.

Avec le projet de loi Cazeneuve, un mouvement antiglobalisation renaissant ne tarderait pas, au lendemain d'un nouveau Seattle, à [voir](#) ses sites internet fermés, les manifestants interdits de [voyager](#) et les éléments les plus actifs poursuivis pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », ou « entreprise individuelle terroriste » pour les moins sociables.

LE TERRORISME DÉCOULE DE LA DÉMOCRATIE

Et quel directeur de publication accepterait de [faire](#) paraître une tribune comme celle de Baudrillard sur le 11 septembre, s'il devait s'[attendre](#) à [être](#) amené devant un juge de la galerie Saint-Eloi pour « apologie du terrorisme » ?

Rien, aucune critique de forme ou de fond, aucune argutie juridique, aucun dévoiement patent, ne parvient à [arrêter](#) le train de l'antiterrorisme. C'est que, contrairement à ce que l'on prétend, le terrorisme, loin de [constituer](#) l'Autre absolu de la démocratie, en découle logiquement.

Malgré l'impressionnant flou juridique qui entoure la définition du terrorisme, le sens commun occidental s'accorde à y [voir](#) l'attaque préméditée contre des populations civiles innocentes, par lâcheté ou par commodité. Mais qu'est-ce qu'un civil, en démocratie ?

SI LE PEUPLE EST SOUVERAIN, IL EST UNE CIBLE LÉGITIME

Qu'est-ce qu'un innocent lorsque chacun, même le plus humble des citoyens, est réputé souverain, et donc responsable des agissements de son gouvernement, ne serait-ce que parce qu'il paie ses [impôts](#) ou s'abstient de s'[insurger](#) ? Qu'y a-t-il, dès lors, de plus démocratique que de [bombarder](#)

aveuglement un territoire, en anéantissant des légions de civils ? Si le peuple est souverain, le peuple est une cible légitime.

Qu'il n'y ait pas, en démocratie, de distinction possible entre civils et militaires, entre innocents et coupables, est une de ces vérités que les carnages du XXème siècle ont rendu manifestes. C'est par un tel raisonnement que l'[armée](#) de l'air britannique en est venue à [élaborer](#) la fameuse doctrine du *moral bombing* durant la Seconde Guerre mondiale – tuer, [blesser](#) ou [déloger](#) un maximum de civils pour que ceux-ci fassent pression sur l'exécutif et le poussent à la capitulation.

Est-ce du terrorisme, ou une ingénieuse guerre psychologique au service de la démocratie ? Le fait même que la question se pose atteste du caractère dangereusement terroriste des tactiques démocratiques.

« TERRORISME ROUTIER »

Le XXème siècle nous aura légué ces deux vérités qu'il nous coûte tant d'[admettre](#) :

1 – Que ceux qui en ont après nos gouvernements démocratiques ont tout à fait [titre](#) à [frapper](#) n'importe lequel d'entre nous, en quoi la démocratie implique le terrorisme comme la monarchie implique le régicide.

2 – Que quiconque s'en prend de quelque manière que ce soit à un quelconque élément du peuple attente à l'intégrité du souverain lui-même, en quoi *tout crime est essentiellement un acte de terrorisme*. Et nul ne peut [prétendre](#) que nous n'allons pas bon train dans cette direction.

Le jour n'est sans doute pas loin où ce que nous appelons déjà absurdement la « violence routière » laissera place au « terrorisme routier ». Si, pour l'heure, on n'en est pas encore arrivé à [traiter](#) toute infraction criminelle comme une infraction terroriste, c'est uniquement pour des raisons pragmatiques.

TRAQUER LA « HAINE » SUR INTERNET

Le niveau de pacification sociale atteint n'est pas encore assez élevé ; il y a encore trop de crimes et de délits pour [pouvoir dénoncer](#) en chacun d'entre eux une attaque monstrueuse contre tous. Mais ne doutons pas que l'on y travaille : lorsqu'un ministre de l'Intérieur en est à [justifier](#) une nouvelle législation antiterroriste par le fait qu'il convient de [traquer](#) « la haine » sur internet, et que l'on devient dangereux dès lors que l'on a été en contact avec « la violence » comme hier avec le Diable, c'est qu'il y en a quelques-uns qui ne vont pas [tarder](#) à se [faire](#) jeter de notre paradis climatisé.

Ici encore, le caractère fantomatique des notions que l'on érige en repoussoirs absolus (« la haine », « la radicalisation violente », voire « l'autoradicalisation ») suggère assez clairement l'étendue des prérogatives des chevaliers de la démocratie qui seront chargés de les [anéantir](#), et le nombre toujours grandissant de ceux qui tomberont sous le coup de tels chefs d'accusations.

Quant à la litanie usuelle qui, à chaque nouvelle avancée exorbitante de l'antiterrorisme, s'interroge platoniquement sur l'équilibre à [trouver](#) entre liberté et sécurité, il serait peut-être temps de [révéler](#) aux pleureuses officielles l'existence d'un certain Michel Foucault.

GOVERNEMENTABILITÉ LIBÉRALE

Ce dernier a démontré une fois pour toutes, quoique du fond d'un obscur Collège de [France](#), que l'inflation des dispositifs de sécurité est le corollaire d'une gouvernementalité bien particulière, la gouvernementalité libérale.

Elle use de la liberté du gouverné comme de son mécanisme élémentaire, qui s'appuie sur elle, l'entretient et la fortifie. [Critiquer](#) les « dérives sécuritaires » au nom des « libertés individuelles », c'est ne rien [comprendre](#) ni à la liberté ni à la sécurité.

« Mais que [faire](#) alors ? », nous dira-t-on. Eh bien, [revenir](#) sur terre. [Revenir](#) sur terre, c'est [sortir](#) de la psychose qui voit dans des enfants à la sortie d'une école juive des suppôts de l'entité sioniste, ou dans des gamins partis se [battre](#) en [Syrie](#) une « menace djihadiste ». C'est s'[arracher](#) à l'infantilisme qui veut qu'il n'y ait que des Méchants, et jamais des ennemis.

REVENIR SUR TERRE ET [ACCEPTER D'AVOIR DES ENNEMIS](#)

C'est [admettre](#) qu'il y ait des gens qui nous haïssent, et qui ne sont pas pour autant des fous ou des bêtes furieuses. C'est [cesser](#) de [voir](#) des loups partout, là où il n'y a que des hommes, fussent-ils solitaires, assassins, perdus ou désespérés. [Revenir](#) sur terre, c'est [accepter](#) qu'il y a d'autres raisons que les nôtres.

C'est [accepter](#) que nous ne serons jamais tous amis, que l'humanité ne sera jamais réconciliée en une vaste société œcuménique mondiale ; et que ce n'est pas si grave. Lorsque l'on n'a plus peur d'[avoir](#) des ennemis, on ne se sent plus le besoin d'en [faire](#) des criminels, des malades ou des fanatiques.

Revenir sur terre, c'est [cesser d'écrire](#) des titres du genre « Terrorisme : le musée juif de Bruxelles pris d'assaut par un djihadiste » au profit d'intitulés plus conformes à la réalité comme « La bêtise frappe encore : un Bloom croit [commettre](#) un acte [politique](#) en abattant le caissier du musée juif de Bruxelles et quelques touristes ».

AUCUNE LOI NE VIENDRA À BOUT DE TOUS LES MERAH

Plus généralement, [substituer](#) une rubrique « Bêtise » aux rubriques « Terrorisme » et « Antiterrorisme » serait du meilleur aloi. Car chacun sait qu'aucune loi ni aucun service de renseignement, fût-il aussi brillant que la DGSE, ne viendra à bout de tous les Merah du monde.

Il y a d'excellentes raisons de [combattre](#) l'Occident, il y a d'excellentes raisons de [vouloir](#) la fin de cette société, et qui ne se réduisent en rien au fait de [vouloir](#) y [répandre](#) la terreur. Cazeneuve et les *spin doctors* de l'antiterrorisme n'y peuvent rien : ce n'est pas en enfermant toujours plus leurs ennemis dans la figure du monstre, ni en multipliant contre eux les procédures judiciaires les plus démentes, que les démocraties occidentales retrouveront leur honneur perdu.

- Collectif

Les signataires de cette tribune sont: **Christophe Becker, Mathieu Burnel, Julien Coupat, Bertrand Deveaud, Manon Glibert, Gabrielle Hallez, Elsa Hauck, Yildune Lévy, Benjamin Rosoux, Aria Thomas**. Tous ont été mis en examen dans l' « affaire de Tarnac », notamment pour « association de malfaiteurs ».

Vos réactions (5) [Réagir](#)

desole il y a 3 jours

Dire que la démocratie est la dictature des plus nombreux, certes. Plus de démocratie pour moins de terroristes. Oui mais l'on parle des ex terroristes, les brigades rouges, action directe, ... Ceux qui prenaient les armes pour des idées. Aujourd'hui, il y'a le terrorisme d'affaires. Karachi par exemple. Qui finance al qaida ? Quand a préférez le débat démocratique quitte a faire une campagne style " tu t'es vu qu'en t'as bu", d'accord mais il faut aussi proposer aux jeunes un avenir.

DM il y a 3 jours

Quelle bouillie !

[alain mangold](#) il y a 6 jours

Un "beau" discours pseudo-intellectuel....

gustave il y a 1 semaines

C'est bien simple : quand on n'a plus peur d'avoir des ennemis, eh ben...on n'a plus d'ennemis (Bouvard et Pécuchet ?)

EP il y a 1 semaines

Toujours cette sémantique foireuse de la part de petites frappes qui n'ont pas le courage d'assumer leurs actes. Je m'étonne que le Monde (merci M. Borredon ?) publie de tels propos déjà entendus il y a plus de quarante ans dans les milieux gauchos, ce même discours débité avec cette mauvaise foi pré-pubère consternante. .

Site [lundimatin #26 - 29 juin 2015](#)

N'est pas {Charlie} qui veut...

Pour son édition du 10 Juin 2015, Charlie Hebdo a mis les petits plats dans les grands.

La Une annonce la couleur : « Enquête : Julien Coupat, social-traître. »

Quel lièvre a donc pu soulever le plus subversif des hebdomadaires français ?

La réponse se trouve quelques pages plus loin : un réquisitoire de procureur de la république. Document déjà diffusé par le parquet lui même plus d'un mois auparavant.

Mais qu'a donc trouvé le journaliste sous pseudonyme qui avait pu échapper six semaines durant à ses confrères ? Les parents de Julien Coupat gagnaient très bien leur vie. *Scoop !*

Tout le mérite de l'article réside cependant dans sa relative honnêteté. Dans une interview à l'Obs, Julien Coupat avait effectivement jugé Charlie Hebdo de journal « politiquement détestable » et avait évoqué la casse de leurs locaux par les manifestants contre le CPE. C'est donc ce qui n'a pas plu à la rédaction. On peut critiquer Charlie, mais Charlie se vengera... y compris en racontant n'importe quoi.

Pour clore ce débat sans grande importance, des mis en examens de l'affaire de Tarnac ont envoyé un droit de réponse humoristique à l'hebdomadaire satirique. Étrangement, celui-ci ne fut pas publié. L'un de leurs journalistes, gentiment pressé par l'un des mis en examen, proposa le plus sérieusement du monde que cela se règle d'avocat à avocat. Nous reproduisons donc ici cette réponse en forme d'épilogue.

Cher Charlie,

Même si cela fait bien longtemps que nous ne te lisons plus, cela ne nous empêche pas de nous inquiéter pour toi. Survivre à la terrible attaque de janvier pour se retrouver à vivre entre les flics de l'antiterrorisme, les millions amassés, les vieilles embrouilles internes et un tout nouveau statut d'icône républicaine, et recevoir dans la foulée le soutien de Bernard Cazeneuve, Nicolas Sarkozy, Omar Bongo, Benyamin Netanyahu et François Hollande sans pouvoir protester outre mesure, voilà qui ne doit pas être simple.

Ce qui nous amène aujourd'hui à t'écrire, tu t'en doutes, c'est l'article subtilement intitulé « Julien Coupat, le social-traître » que tu as publié la semaine dernière. Nous l'avons lu, et nous nous inquiétons pour toi, à plusieurs titres. D'abord, il semble que tu sois frappé d'amnésie. Tu ne te souviens manifestement plus que tes propres locaux ont bien été saccagés lors d'une manifestation contre le CPE le 24 avril 2006, tant ta couverture des événements paraissait déjà « droitière » à l'époque. Pour ta gouverne, cela figure dans un article de

Libération daté du lendemain. Aussi, lorsque tu dégaines contre Julien, qui avait eu le toupet de faire état de cette attaque, « on voit bien que monsieur le bibliothécaire, qui a évidemment tout faux, n'a pas pris le soin de consulter sa documentation », tu te mets dans une position délicate... En même temps, si tu es frappé d'amnésie, tu ne te souviens peut-être pas non plus qu'à l'époque ton directeur s'appelait Philippe Val, et tu ne vois donc pas comment on peut parler de ligne « droitière ». Espérons, en tout cas, qu'il s'agit seulement d'amnésie, parce que l'amnésie, suite à un traumatisme notamment, est parfois passagère ; car si ce n'est pas cela, c'est que tu es un fieffé menteur – et ça, ça ne se soigne pas.

La deuxième chose qui nous inquiète, c'est pour ton métier. Tu te souviens peut-être que lorsque l'on est journaliste, il est bon de vérifier ses sources. Par exemple, lorsque des gens qui te sont devenus proches du fait des événements, comme le parquet antiterroriste, cherchent à nous salir, puisque c'est son rôle, dans un réquisitoire dont il a bien évidemment inondé la presse parisienne, il n'est pas mauvais de s'assurer que ce qu'il dit est vrai, plutôt que de le recopier bêtement. Et là, avouons-le, tu nous inquiètes sérieusement : tu te souviens du mot « enquête », puisque c'est ainsi que tu présentes ton article, mais tu ne vois plus la différence entre enquêter et relayer la com' du parquet. Pour saisir la différence et t'épargner de te ridiculiser encore, il te suffisait de nous appeler au numéro fourni par nos avocats et de nous demander si tout cela était vrai. Si tu l'avais fait, tu aurais appris que Julien n'a jamais déposé 82 500 euros en espèces sur tel ou tel compte ; qu'il n'est pas propriétaire du patrimoine d'une SCI ; que ceux qui ont mis en commun tout ce qu'ils avaient à l'époque pour acheter la ferme collective n'étaient pas financés par leurs parents : l'une apportait les dommages et intérêts versés par la SNCF dont un train l'a écrasée, l'autre le fruit d'années de travail à la télé suisse et le troisième le contenu d'un vieux P.E.L. ; qu'il n'y a jamais eu de versement de 140 000 euros des parents Coupat pour acheter le « domaine du Goutailloux » ; et qu'à peu près tout est faux dans ton article, jusqu'à ta citation entre guillemets de Gérard Coupat : il n'a jamais déclaré que Julien « vivait mal la contradiction entre son patrimoine et son idéologie » ; mais ça, c'est comme le reste, tu ne te souvenais plus qu'il fallait vérifier.

Le scoop que le parquet t'a refourgué consiste donc en ceci : 1 - Julien, il y a sept ans, était officiellement gérant d'une SARL qui lui versait 1000 euros par mois ; 2- ses parents, cadres à la retraite de l'industrie pharmaceutique, ont gagné de l'argent au cours de leur carrière. Mais là aussi, ce doit être l'amnésie qui a frappé, car tout cela était déjà, il y a sept ans, lors de nos arrestations, le principal axe de communication du parquet pour dissuader toute solidarité et discréditer comme il pouvait des révolutionnaires. Cela s'étalait à l'époque dans tous les journaux. C'était d'ailleurs de bonne guerre. Sauf que dans cette guerre, *Charlie* se retrouve à présent du mauvais côté de la barricade. Tu vois, ce n'est pas bon de trop fréquenter les sbires de l'antiterrorisme. On se met à les croire sur parole, et parfois même à les servir. Et l'on se retrouve comme toi à présent : alors que toutes les rédactions parisiennes ont reçu le réquisitoire du parquet, tu es le seul à être assez demeuré pour s'être fait platement l'écho de ses calomnies ; tout le monde a senti la manip, sauf toi. Tu vas finir par perdre tes derniers lecteurs si tu continues comme ça ; pour l'estime de tes collègues, c'est déjà trop tard : cela

fait belle lurette que tu ne l'as jamais eue. Allez ! Reprends-toi ! Il n'est pas trop tard. Tu en as les *moyens*.

La dernière chose qui nous inquiète, te concernant, c'est cette petite paranoïa, bien explicable au reste, dont tu sembles désormais frappé. Lorsque Julien a dit « si Cabu, pour la génération de 68, c'est *L'Enragé, Hara Kiri*, pour la mienne, c'est Récré A2 », il n'a pas cherché à « cracher sur Cabu » et il est inutile d'y diagnostiquer le « mépris caractéristique des personnalités sectaires ». Ce qu'il essayait d'exprimer là, c'est que l'attaque de janvier frappait sa génération en plein cœur, à bout portant dans l'enfance, dans ces mercredis après-midi passés devant la télé lorsque les parents étaient au boulot. Il essayait d'expliquer en quoi cette attaque touchait affectivement plusieurs générations, en des endroits tous différents, et tous également tendres. D'où sa puissance de déflagration, d'égarement, de confusion. Il n'était pas ici question de cracher sur un mort, ni sur la tombe de Cabu. Tu n'as pas entendu ce qui était dit. Tu n'as entendu que ta douleur. En revanche, considérer qu'il vous revient collectivement, et un peu lâchement il faut bien le dire, de vous venger sous pseudo du fait que Julien « massacre *Charlie* » - oui, vous avez écrit « *massacre Charlie* » ! -, tout ça parce qu'il a osé juger que Charlie était devenu, pour lui, « politiquement détestable » depuis bien longtemps, relève nettement du délire de persécution. Sauf à considérer que ne pas souscrire à la ligne politique de Charlie est un fait de lèse-république pas très éloigné de l'« apologie du terrorisme », ou en tout cas une conduite scandaleuse qu'il convient de châtier sans délai, fût-ce par la calomnie – pardon, l'amnésie. Non, là, c'est vraiment très préoccupant : tu es en train de perdre le sens des réalités, mon pauvre *Charlie*.

Mais notre principale inquiétude, c'est qu'en perdant le sens des réalités tu ne perdes peu à peu aussi celui de la langue. Ainsi, « social-traître » désigne, notamment dans un certain registre stalinien, celui qui, hier au service de la classe ouvrière, se met au service de la bourgeoisie, c'est-à-dire à peu près l'inverse de quelqu'un qui, par exemple, trahirait la bourgeoisie pour rallier, avec armes et bagages, le camp révolutionnaire. Tu vois la différence ? À ce sujet, c'est amusant quand tu t'écries que *Charlie* n'est quand même pas *Valeurs actuelles* : le hasard veut que l'ensemble des sommes et opérations que tu cites de manière erronée dans ton article de repréailles proviennent d'un rapport de TRACFIN commandité par un certain Yves de Kerdrel, châtelain à Tarnac, et qui voyait d'un mauvais œil notre arrivée dans un village déjà flanqué d'un maire communiste, et qui traitait le ci-devant sans façon. Et tu sais quoi ? Le gars, justement, il dirige *Valeurs actuelles* maintenant. L'histoire a de ces raccourcis qui prêtent à réflexion.

Allez, bonne route quand même...

Aria, Benjamin, Bertrand, Elsa, Gabrielle, Julien, Mathieu, Yildune

Julien Coupat: «La loi travail est l'affront qui fait monter au front»

13 juin 2016 | Par [christophe Gueugneau](#)

Le « réseau affinitaire Coupat » est-il derrière les débordements observés lors de la mobilisation contre la loi El Khomri ? Manuel Valls l'a dit à l'Assemblée, une note de la DGSJ, qui a fuité dans la presse, l'affirme également. Julien Coupat et Mathieu Burnel, tous deux mis en examen dans l'affaire de Tarnac, répondent dans Médiapart.

Julien Coupat et ses amis refont parler d'eux. Ou plutôt, le pouvoir en parle à nouveau. Fin mai, le premier ministre, Manuel Valls, a tenté d'expliquer devant les députés que les débordements observés lors des manifestations contre la loi sur le travail étaient orchestrés par les *black blocs* et les « amis de Julien Coupat ». Quelques jours plus tard, le journal *Le Point* citait de larges extraits d'une note de la DGSJ appuyant cette thèse. Au même moment ou presque, les prévenus de l'affaire dite « de Tarnac » voyaient la chambre d'instruction se pencher sur leur situation. D'ici la fin du mois, on saura si oui ou non il faut qualifier de terrorisme les faits qui leur sont reprochés.

Que pensent Julien Coupat et « ses amis » de ce nouveau coup de projecteur ? Et que pensent-ils de ces trois mois de mobilisation, des tentatives de démocratie directe de Nuit debout, du retour en force du thème des « casseurs » dans les médias comme à l'Assemblée ? « *Ce qui s'est véritablement passé ces derniers mois, ce sont d'innombrables commencements, comme autant de rencontres fortuites mais décisives entre des syndicalistes sincères, des étudiants amateurs de banderoles renforcées, des lycéens sans illusion sur l'avenir qui leur est promis, des salariés fatigués de la vie qu'ils endurent, etc.* », répondent Julien Coupat et Mathieu Burnel, interrogés par Médiapart.

Si le nom du premier est célèbre depuis 2008, celui du second l'est presque tout autant. C'est en effet lui, semble-t-il, qui est chargé de porter le fer dans les émissions de télévision ou de radio (comme [ici](#) ou [là](#)). Entretien à deux voix qui n'en font qu'une, ou bien plus.

Avant même d'entrer sur le fond de la note de la DGSJ dont [Le Point a publié de larges extraits](#) le 2 juin dernier, comment avez-vous réagi en apprenant que vous étiez à nouveau sous les projecteurs des services de renseignements ?

Hilarité et embarras. Hilarité, car le mensonge policier qui consiste à faire passer les émeutes des derniers mois dans tant de villes de France comme le fait de quelques « casseurs » infiltrés parmi les manifestants était déjà énorme ; s'imaginer à présent que les émeutiers eux-mêmes seraient en fait infiltrés par nous et que nous les dirigerions invisiblement est à mourir de rire, pour quiconque est descendu récemment dans la rue. L'idée que nous pousserions le vice jusqu'à noyauter la commission Infirmerie de Nuit Debout ou que nous jouerions de notre « médiatisation décomplexée » – quand ce sont à chaque fois les services de renseignement qui tentent vainement de lancer des campagnes médiatiques contre nous et se prennent systématiquement les pieds dans le tapis –, en dit long sur la capacité d'invention burlesque de l'imaginaire antiterroriste.

Embarras, car il semble que les policiers soient les seuls à ne pas s'aviser du ridicule de leurs constructions, et que ce sont des gens armés, nombreux, organisés, une bureaucratie qui a tout de même les moyens de ses délires. Le désir de nous anéantir qui suinte à chaque ligne de leurs rapports, et ce depuis bientôt dix ans, finit tout de même par avoir quelque chose de pesant. Il s'agit, comme toujours avec l'antiterrorisme, d'intimider et en l'espèce, de nous intimider. Caramba ! Encore raté ! Ce nouveau rapport a fait rire tout le monde.

Sur le fond à présent, la note parle de vous, Julien Coupat, mais aussi d'un « réseau affinitaire ». Quelques semaines auparavant, le premier ministre Manuel Valls, à l'Assemblée, avait évoqué « les amis de Julien Coupat ». Est-ce qu'il y a un « réseau affinitaire Coupat » ?

Il n'y a pas plus de « réseau affinitaire Coupat » aujourd'hui qu'il n'y avait de « groupe Coupat » en 2008, à l'époque de nos arrestations. Le seul endroit en France où il y a un « groupe Coupat », c'est manifestement à la DGSJ. Quant à la déclaration de monsieur Valls, elle devait lancer une campagne qui n'a manifestement pas pris. Par son caractère elliptique, comme glissée, elle avait tout de la menace mafieuse – un nom de famille lâché en signe de « nous savons qui vous êtes et nous allons nous occuper de vous ». Nous sommes d'ailleurs en mesure d'affirmer que le rapport de la DGSJ répond à une commande émanant directement de monsieur Valls, qui n'a semble-t-il pas apprécié l'idée que deux mille occupants de Nuit Debout entreprennent, un soir d'avril, de s'inviter pour l'apéro chez lui. Cela devait avoir un côté un peu trop 1789 à son goût. Ou bien c'est l'euphorie de cette soirée qui a déplu à ce triste sire.

"Tous les casseurs, [#blackbloc](#) compris, trouveront la + grande détermination de l'Etat"
[@manuelvalls](#) [#Violences](#) [#QAG](#) pic.twitter.com/0lyceceEiU7

— Public Sénat (@publicsenat) [May 17, 2016](#)

A l'Assemblée, Manuel Valls vise les « amis de Monsieur Coupat »

Quiconque connaît la carrière de monsieur Valls sait que tout, dans sa posture, a pour vocation de dissimuler une conception profondément mafieuse de la politique. On compte notamment au nombre des « amis de monsieur Valls » un certain Alain Bauer, qui ne nous pardonne toujours pas de s'être fait durablement ridiculiser, [et ponctuellement entarter](#). Cela dit, nous comprenons sans peine que ces gens enragent de voir comme les événements des derniers mois confirment ce qui est écrit dans le dernier livre du Comité invisible, *À nos amis*. Il est difficile de ne pas entendre dans la charge contre « nos amis » une irritation certaine au sujet d'*À nos amis*, puisque nous savons que ces gens-là l'ont lu.

Organisez-vous « des réunions clandestines visant à mettre sur pied un mouvement révolutionnaire, échafaudant des activités visant à affaiblir les institutions étatiques », comme le dit la note ?

Voilà le genre de phrases qu'on ne peut lire sans songer immédiatement à la récente affaire de Rennes, où une « association de malfaiteurs » se réunissant dans les locaux de Sud-Solidaires aurait été « démantelée » alors qu'elle s'apprêtait à « saboter » le métro de la ville en collant des autocollants sur les composteurs, voire en y introduisant de la mousse expansive. Ce qui se passe actuellement dans ce pays, c'est que la politique classique n'offre de toute évidence aucune issue à une situation devenue intolérable, et que de plus en plus de gens en prennent acte.

Le premier réflexe est alors de s'organiser de proche en proche, puisque les structures existantes font toutes partie du problème, et non de la solution. Ce réflexe est un réflexe vital, profondément sain. Encore heureux, dans ces conditions, que l'on se retrouve, que l'on élabore des plans, des hypothèses, des stratégies, que l'on discute, que l'on partage des moyens, que l'on voyage aussi afin d'établir de nouveaux contacts, plutôt que de rester chez soi, de s'accommoder de l'isolement prescrit et d'un futur en forme d'abattoir. Ce qui serait ahurissant, ce serait de ne pas le faire. Des milliers de gens le font en ce moment même, pourquoi pas nous ?

Ensuite, lorsqu'un mouvement révolutionnaire fait irruption sur la scène de l'histoire, il est rare que tel ou tel puisse se vanter de l'avoir « mis sur pied ». Quant aux « institutions étatiques », elles ne nous ont pas attendus pour s'affaiblir d'elles-mêmes, comme en atteste suffisamment l'existence d'un président nommé François Hollande. Nous ne commenterons pas l'expression « réunion clandestine », qui n'exprime que l'amertume des agents de la DGSJ d'en être exclus, du moins autant que faire se peut.

Prenons d'autres extraits publiés par *Le Point*. J'aimerais que vous les commentiez :

– « *Aguerris aux tactiques de violence urbaine, très mobiles, ils parviennent à se fondre parmi les émeutiers tout en les encourageant à des déambulations sauvages en dehors de l'itinéraire prévu, au cours desquelles de nombreuses exactions sont commises. Cette stratégie a été éprouvée à plusieurs reprises ces dernières semaines à Paris, Rennes, Bordeaux et Grenoble.* »

– « *Jouant sur l'ambiguïté de leur médiatisation décomplexée depuis l'affaire de Tarnac, ils étoffent leur projet politique en exploitant la contestation sociale en cours.* »

– « *Le message insurrectionnel, habituellement cantonné à des sphères anarchistes qui méprisent*

les mobilisations sociales, est aujourd'hui rendu audible grâce au réseau affinitaire Coupat. »

Des rapports « secret-défense » de la DGSI ou de la SDAT sur nous, au fil des années, nous en avons eu un paquet entre les mains. C'est un genre littéraire à part entière, qu'on ne peut apprécier qu'à la condition de comprendre à qui ils s'adressent et à quelle fin ils ont été écrits. Dans le cas présent, un scribouillard de la section « subversion violente » de la DGSI doit faire plaisir à monsieur Valls. Imaginez qu'il se soit contenté d'écrire que nous participons aux manifestations contre la loi « travaille ! » [NDLR : c'est ainsi que ses détracteurs l'appellent et l'écrivent], que nous avons écrit un certain nombre de textes à ce sujet et que nous avons participé à des discussions sur la place de la République. Ça n'amuserait personne et pas un seul journal n'oserait le publier.

À cela, il faut ajouter que toutes les « informations » contenues dans ce document relèvent d'un travail de paresseux, à savoir : des écoutes administratives (et donc autorisées directement par le premier ministre lui-même) de nos lignes téléphoniques. Comme vous pouvez l'imaginer, ces écoutes, nous les anticipons. « Suite à votre autorisation d'interception de sécurité en urgence, nous sommes heureux de vous dire M. le ministre, que Julien Coupat et Mathieu Burnel comptent se retrouver sur la place de la République ce jeudi. » S'il écrivait ça, le scribouillard se ferait virer, alors il invente des infirmeries conspiratives et des réunions clandestines « à la pointe du combat insurrectionnel ». Quoi qu'il en soit, tout cela en dit plus long sur la fébrilité présente de l'appareil gouvernemental que sur ce qui se passe effectivement dans la rue et sur les blocages.



9 avril : dans les rues

de Paris, une manifestation sauvage tente de partir de la place de la République pour se rendre au domicile privé de Manuel Valls. © CG

Cette note sort quelques jours après l'examen par la chambre d'instruction de la situation des prévenus dans l'affaire dite « de Tarnac », pour savoir si oui ou non il faut qualifier les faits reprochés de terrorisme. La décision doit être rendue à la fin de ce mois de juin. Il y a un an, [dans un entretien à L'Obs](#), vous disiez à propos de la magistrature qu'elle « *croit pouvoir tout régler en coulisses, guetter des signes de la Cour avant chacune de ses décisions, tordre le cou à toute logique et mettre à mort qui s'est rendu coupable de lèse-majesté* ». Est-ce que la sortie de la DGSI pourrait être un « signe de la Cour » ?

Ce nouveau rapport de la DGSI ne « fuite » en effet pas n'importe quand : il est communiqué à la presse au moment même où la chambre de l'instruction doit décider, dans l'affaire dite « de Tarnac », du non-lieu ou de notre renvoi devant un tribunal pour « terrorisme ». La manœuvre est transparente. Il s'agit de signifier à la justice la chose suivante : toute décision favorable aux inculpés ne tardera pas à être démentie par de nouvelles opérations de police contre certains d'entre eux ; donc : prenez la bonne décision...

« Il y a de la casse, il n'y a pourtant pas de "casseurs" »

Dans cet entretien à L'Obs, vous dénonciez le fait que l'antiterrorisme était devenu une manière de gouverner, de reléguer le social au second plan. Le social est revenu au premier plan, et c'est la CGT

qu'on traite de terroriste à présent. C'est Nathalie Saint-Cricq, sur France 2, qui parle de « technique révolutionnaire bien orchestrée » à propos de ce syndicat, c'est Gattaz, c'est Valls... Philippe Martinez a-t-il rejoint le réseau Coupac ?

Ce que joue Philippe Martinez dans ce conflit, c'est la légitimité contestataire de son organisation par rapport aux autres formations syndicales, et sa propre légitimité contestataire au sein de cette organisation – légitimité qui lui faisait parfaitement défaut même après le dernier congrès de la CGT. Cela étant, à voir dans tant de villes le nombre de CGTistes qui rejoignent le cortège autonome de tête et défilent, drapeaux au vent, avec les jeunes masqués, quand ils ne s'organisent pas carrément avec eux, on ne peut sous-estimer la distance qui s'est faite, en bien des endroits, entre la direction et sa base. On ne s'explique d'ailleurs pas les postures prises par Philippe Martinez ces derniers temps si l'on ne mesure pas la nécessité, pour la direction, de résorber cette distance.

À ce point, il n'est pas sûr qu'il y ait encore quelque chose comme « la CGT », qui au reste a toujours été une fédération. Il y a la CGT qui rosse des manifestants à Marseille et celle qui défonce des locaux du PS au Havre. Il y a la CGT qui sabote des lignes téléphoniques en Haute-Loire, autoréduit la facture de centaines de milliers d'usagers d'EDF et celle qui voudrait bien négocier quelques clopinettes avec le gouvernement. Il y a la CGT qui a pour objectif d'être devant la CFDT et celle qui a pour objectif le blocage de l'Euro. Il y a même des SO [*services d'ordre – ndlr*] qui se battent entre eux, en pleine manifestation, pour déterminer la marche à suivre. Peu de gens y comprennent quoi que ce soit, et certainement pas le gouvernement.

Cela posé, il ne faut jamais oublier que, depuis le 9 mars, les centrales ne font que suivre le mouvement. L'appel à manifester initial émanait de youtubeurs et d'une pétitionnaire. Les centrales s'y sont jointes parce qu'elles n'avaient pas le choix. Comme on dit à Nantes, « *ce n'est pas la manifestation qui déborde, c'est le débordement qui manifeste* ».

La figure du « casseur » occupe depuis des semaines médias, politiques et sociologues. Comment le définissez-vous ?

Il y a de la casse, indéniablement. Il n'y a pourtant pas de « casseurs ». Médias, politiques et sociologues devraient moins s'attarder à essayer de cerner les introuvables contours du « casseur » que de se demander simplement : pourquoi, désormais, tant d'actes de casse sont-ils accueillis, dans les cortèges de tête, par des applaudissements ? Pourquoi, lorsqu'une innocente borne d'Autolib' se fait fracasser, la foule entonne-t-elle un « *tout le monde déteste Bolloré* » ?

Au moins depuis l'apéro chez Valls, où le boulevard Voltaire avait été intégralement décrassé de ses banques dans l'assentiment général, au son de slogans fort explicites, il se trouve de plus en plus de gens pour manifester leur approbation de la destruction, quand celle-ci vise des objectifs évidents. Le fait qu'un acte de ravage pur et simple déclenche de la liesse dans les cortèges de citoyens démasqués n'est-il pas plus surprenant, et plus intéressant, que l'acte en lui-même et son mystérieux « auteur » ? Quand on lui montre la lune, l'imbécile regarde le doigt.

L'apéro chez Valls, manifestation sauvage du 9 avril 2016 à Paris

S'il n'y a pas de « casseurs », il y a bien des gens qui s'organisent pour prendre l'initiative dans la rue ou, à tout le moins, pour ne pas subir la gestion de troupeau policière. On comprend sans peine que cela rende hystérique le pouvoir : partout où des gens s'organisent directement, celui-ci est rendu superflu, mis au chômage, destitué. C'est donc ce processus qu'il faut propager partout, dans tous les secteurs de la vie, à toutes les échelles de l'existence. Un hôpital pris en main par les infirmières et les aides-soignantes sera toujours plus respirable qu'entre les mains de managers, comme c'est le cas désormais.

Que le pouvoir tremble de voir se répandre des processus d'organisation autonomes à la base, et notablement dans les manifestations, n'autorise en rien à entonner la rhétorique anti-casseur. Toute cette rhétorique inépuisable, et vieille comme les manifestations, ne vise qu'à isoler la fraction la plus intrépide, parfois la plus téméraire, des manifestants. Elle vise surtout à couper à chacun d'entre nous l'accès à sa propre faculté de révolte, à nous détourner de la libération que peut former, à un certain point de l'existence, le fait de se masquer, de se ganter et de faire preuve de courage.

Dans une tribune parue sur lundiam, Éric Hazan estime que s'en prendre à la police n'est « pas intelligent », et rappelle que « dans toutes les insurrections victorieuses, depuis la prise de la Bastille jusqu'à la mise à bas de Ben Ali et Moubarak, le moment décisif a été celui où les "forces de l'ordre" ont fait défection ». S'en prendre à la police, n'est-ce pas un peu se tromper de combat ? Pourquoi les jeunes « casseurs », appelons-les comme ça par facilité, ne prennent pas d'assaut les sièges des banques à La Défense par exemple, ou même le siège de la DGSJ, ou tout autre lieu de pouvoir ? Ces duels police-manifestants, en somme, n'est-ce pas s'épuiser pour pas grand-chose ?

Nous sommes heureux de vous compter au nombre de ceux qui se soucient de ce que l'insurrection soit victorieuse. Et la suggestion d'aller prendre d'assaut les sièges de banques à La Défense ou celui de la DGSJ ne peut que résonner doucement à l'oreille de gens qui, comme nous, ont organisé l'année dernière, à la même période, l'opération « Occupy DGSJ » à Levallois-Perret pour protester contre la loi Renseignement. Vous noterez cependant que si, grâce au soutien de Mediapart, nous parvenions à être quelques milliers organisés et équipés comme il se doit à La Défense ou Levallois, il y aurait de grandes chances que nous y trouvions aussi quelques milliers de robocops en armes. Disons que la police a une fâcheuse tendance à se placer entre nous et les cibles que nous nous proposons d'attaquer, si bien que ce qui apparaît souvent comme un duel stérile police-manifestants résulte plutôt d'un échec à percer l'obstacle policier – tellement mieux armé et moins accessible aux cas de conscience que nous ne le sommes.

Le point d'accord que nous avons avec Éric Hazan est qu'il faudra bien enfoncer un coin dans le bloc policier afin que, celui-ci cédant, les actuels tenants du pouvoir aillent faire la queue à Villacoublay pour prendre le prochain jet. Le désaccord que nous avons avec lui porte sur la façon d'y parvenir. Éric pense que c'est en criant « la police avec nous ! ». Nous pensons que c'est en exerçant sur le corps policier une pression populaire, physique et morale telle qu'une partie de lui doive se dissocier des 50 % qui votent déjà FN et se verraient bien en petits S.A. d'une prochaine révolution nationale.

Mais peut-être le plus malin consiste-t-il encore à faire entendre un désaccord public entre Hazan et nous, sur le modèle de la technique du *“good cop-bad cop”* dans un interrogatoire de la DGSJ. L'adversaire serait ainsi déstabilisé quant à nos intentions réelles à son endroit, et plus prompt à se rendre. Quoi qu'il en soit, ce qui a convaincu les policiers de la préfecture de police de Paris de passer du côté de l'insurrection en août 1944, ce ne sont pas leurs sentiments communistes, mais bien la crainte, s'ils n'agissaient pas ainsi, de se faire trahir par les Parisiens pour tout ce qu'ils leur avaient fait subir durant l'Occupation.

« L'impossibilité d'être encore de gauche »

Vous disiez en mai 2015 : « Nous vivons des temps radicaux. L'état des choses ne pouvant durer, l'alternative entre révolution et réaction se durcit. Si la décomposition en cours profite essentiellement aux forces fascisantes, ce n'est pas parce que “les gens” inclineraient spontanément vers elles, c'est qu'elles donnent de la voix, font des paris, prennent le risque de perdre. » La gauche radicale a l'air de prendre des risques, ces derniers temps. On ne sait pas encore si elle va perdre, mais quel bilan tirez-vous d'ores et déjà de ces trois mois de mobilisation ?

Pour commencer, il faut se défaire de l'idée que nous serions face à un « mouvement social ». Ce qui se passe dans le pays depuis trois mois n'a pas l'aspect, massif en apparence, mais indécis en réalité, de ce que l'on connaît en France, depuis des lustres, sous le nom inoffensif de « mouvement social ». Encore moins s'agit-il d'un « mouvement social contre la loi Travail ! ». La loi « Travail ! » n'est que la loi de trop, l'affront qui fait monter au front.

Le refus qui s'exprime là est autrement plus large que le refus d'une loi ; c'est le rejet de toute une façon d'être gouverné, et peut-être même, pour certains, le refus pur et simple d'être encore gouverné. C'est toute la politique, de droite comme de gauche, qui fait l'effet d'un spectacle oscillant entre le pathétique et l'obscène. Le désir général est que cette mauvaise pièce prenne fin, et d'enfin tenter de se saisir des enjeux d'une époque cruciale et terrible à la fois. Nous sommes dans un navire qui fonce tout droit vers un iceberg et où l'on ne veut parler que de la robe de telle ou telle comtesse en ce beau soir de bal. En toutes choses, les appareils gouvernementaux ont fait la preuve de leur impuissance. Il ne nous reste plus que

l'insurrection, c'est-à-dire à apprendre à faire sans eux.

C'est-à-dire ?

Ce qui prend la forme extérieure d'un « mouvement social » au sujet d'une loi particulière est plutôt l'entrée dans une phase politique de plateau, d'intensité haute, qui n'a aucune raison de cesser jusqu'à la présidentielle, si celle-ci a finalement bien lieu, qui a même plutôt toutes les raisons de continuer, de se métamorphoser, de se déplacer, d'investir sans cesse de nouveaux fronts. On n'imagine pas, par exemple, que le Parti socialiste puisse tenir tranquillement sa prochaine université d'été fin août à Nantes.

Ce qui s'est véritablement passé ces derniers mois, ce sont d'innombrables commencements, comme autant de rencontres fortuites mais décisives entre des syndicalistes sincères, des étudiants amateurs de banderoles renforcées, des lycéens sans illusion sur l'avenir qui leur est promis, des salariés fatigués de la vie qu'ils endurent, etc. Partout dans le pays, des forces autonomes se sont agrégées et continuent de s'agréger. Un pouvoir qui n'a plus une once de légitimité trouvera face à lui, à chaque nouveau pas qu'il fera, la volonté opiniâtre de le faire chuter et de l'écraser. Il y a là une rage et une détermination qui ne sont pas « de gauche ».

« Être de gauche » a toujours eu quelque chose de vague, de lâche, d'indécis, de bien intentionné, mais pas au point d'agir en conséquence. Ce qui se passe en France depuis plus de trois mois maintenant a justement à voir avec l'impossibilité d'être encore de gauche sous un pouvoir socialiste. C'est une fuite hors de tous les cadres de la gauche, voire leur implosion ; et c'est une très bonne chose. L'échec de la rhétorique anti-casseur en témoigne. La digue morale qui séparait le refus platonique du cours des choses et l'assaut direct à ce que l'on refuse, digue morale qui faisait la gauche et sa lâcheté caractéristique, a sauté.

Présenter la désertion de la gauche comme la constitution d'une nouvelle « gauche radicale », voilà le genre d'escamotages opportuns, le type de tours de prestidigitation politicienne, la sorte de manœuvres de récupération éhontée qu'il faut laisser aux futurs candidats à la présidentielle et à tous ceux qui spéculent sur ce que les autres vivent. Cela ne marchera pas, parce que nous avons tous vu ce qui s'est passé en Grèce l'année dernière et en Espagne récemment. Il n'y a plus de gogos pour cette arnaque-là.

« Le coup fatal »

Dans un texte, co-signé avec l'éditeur Éric Hazan, paru le 24 janvier dernier dans Libération, vous écriviez : « *Ce que nous préparons, ce n'est pas une prise d'assaut, mais un mouvement de soustraction continu, la destruction attentive, douce et méthodique de toute politique qui plane au-dessus du monde sensible* », ou encore : « *Nous avons un an et demi pour former, à partir des amitiés et des complicités existantes, à partir des nécessaires rencontres, un tissu humain assez riche et sûr de lui pour rendre [...] dérisoire l'idée que glisser une enveloppe dans une urne puisse constituer un geste – a fortiori un geste politique.* » On comprend bien que vous n'irez pas voter en 2017. En même temps, les grosses machines des partis et les grands médias se préparent déjà à ne parler que de ça ou presque pendant les dix prochains mois. Comment les fronts ouverts récemment peuvent-ils rester audibles ?

Si l'on y réfléchit, il est déjà surprenant qu'une onde de révolte comme celle qui dure maintenant depuis plus de trois mois survienne à un an de l'élection présidentielle. En temps normal, on ne parlerait déjà plus depuis des semaines que des petites phrases des uns et des autres, des navrantes ambitions de tel ou tel, et l'on ferait mine de croire que cela aurait de l'importance. C'est déjà un succès notable, de notre côté, d'avoir réussi à repousser jusqu'à maintenant le début du pitoyable spectacle de la campagne présidentielle.

Il y a une pénible ironie à ce que le premier acte de campagne véritable ait été le fait de celui qui entend tirer les marrons du feu des luttes en cours, en l'occurrence Jean-Luc Mélenchon. En même temps, rarement les ficelles de la démocratie représentative à la française n'ont été aussi grosses. Il est bien clair que cette élection présidentielle n'est pas un moment où nous allons pouvoir exercer notre liberté, mais un ultimatum qui nous est adressé. Il est évident aussi que le FN est un produit du système politique actuel, un produit de sa décomposition certes, mais un produit du système tout de même.

Ces prochaines élections font penser, à une autre échelle, à l'énormité qu'est le référendum local au sujet de l'avenir de Notre-Dame-des-Landes : rien de plus « démocratique » en apparence qu'un « référendum local ». En réalité, rien de plus manipulateur : le périmètre de la consultation a été déterminé, après sondage, afin que le « oui » l'emporte. Autrement dit : il y a une décision souveraine qui se cache sous toute consultation démocratique, et c'est la décision de qui votera, quand et pour quoi ; et cela constitue la véritable décision dont l'« issue du scrutin » n'est qu'une péripétie sans importance.

Tout ce que l'on peut souhaiter de meilleur aux forces autonomes qui se sont agrégées ces derniers mois, c'est qu'elles aillent à la rencontre les unes des autres et forment un tissu de réalité toujours plus profond, plus intense et plus étranger au spectacle politique, qu'il y ait un décrochage général entre un discours public de plus en plus vain et extraterrestre et des processus locaux d'organisation, de pensée, de rencontre et de lutte de plus en plus denses. Le niveau de discrédit de la politique est tel dans le pays qu'un tel processus paraît imaginable. Nous l'avons appelé « destituant » en ce que, par sa simple existence et par ses interventions ponctuelles, il ruinerait pas à pas la faculté du gouvernement à gouverner. Cette mise en échec des stratégies gouvernementales successives, ramenées à de minuscules avortons de gestes, n'est-ce pas de cela que nous sommes témoins depuis plus de trois mois ?



Après la manifestation du 1er mai et l'évacuation de la place de la République, tag dans la station Jacques Bonsergent. © CG

Sur un mur parisien, après une manifestation, on pouvait lire le tag suivant : « La présidentielle n'aura pas lieu. » Vous pensez qu'un blocage total est possible ? Qu'est-ce qui pourrait provoquer le coup fatal ?

Ce qui fait défaut aux mobilisations en cours est de nature affirmative. Nous n'arriverons pas à transpercer l'obstacle qui nous fait face tant que nous ne viserons pas au-delà, tant que nous ne discernons pas, ne fût-ce que par une image, les contours du monde que nous désirons, un monde qui laisse place à toutes sortes de mondes. Nous lisons dans *À nos amis* : « *Ce n'est pas la faiblesse des luttes qui explique l'évanouissement de toute perspective révolutionnaire ; c'est l'absence de perspective révolutionnaire crédible qui explique la faiblesse des luttes. Obsédés que nous sommes par une idée politique de la révolution, nous avons négligé sa dimension technique. Une perspective révolutionnaire ne porte plus sur la réorganisation institutionnelle de la société, mais sur la configuration technique des mondes.* »

Cela nous semble plus juste que jamais. En fait de campagne électorale, c'est peut-être de cela que nous devrions discuter, dans chaque quartier, dans chaque ville, dans chaque campagne, dans l'année qui vient.

L'humanité et la terre sont en piteux état. Partout, les êtres se construisent sur des failles narcissiques gigantesques. Même les esprits les plus modérés se sont faits à l'idée que nous n'allons pas pouvoir continuer à vivre ainsi. Nous sommes arrivés à une extrémité de la civilisation. Un bouleversement est nécessaire. Nous n'y couperons pas. Et ce bouleversement ne sera pas seulement social, il sera d'abord existentiel.

La vie sociale actuelle recouvre de son vernis des profondeurs d'angoisse, des terreurs parfaitement palpables. Paradoxalement, c'est en nous abîmant en nous-mêmes, en nous laissant tomber que nous retrouverons le monde, le monde commun. Et non dans une socialisation plus accomplie de la société. Ce qu'il y a d'inévitablement superficiel dans tout discours politique, le condamne aux oreilles de nos contemporains. Le « blocage total » se fera lorsqu'il n'éveillera plus le « spectre de la pénurie », lorsque l'angoisse économique du manque ne pourra plus servir d'épouvantail entre les mains des gouvernants, lorsque nous nous sentirons liés en vérité. On n'a jamais vu des millions de personnes se laisser mourir de faim, *a fortiori* des millions de personnes ayant lutté ensemble.

Alors, nous percevons dans la mise à l'arrêt de l'organisation économique du monde non plus une menace, mais l'occasion enfin offerte de trouver d'autres manières de faire, d'accéder à une vie nouvelle, plus vivante, plus éclatante, enfin puissante. Cette sérénité-là, c'est elle, le « coup fatal ».

Oui mais, et l'Euro de football alors...

Vous voulez dire : un plan gouvernemental qui, à peine commencé, [n'a pas l'air de se dérouler tout à fait sans accroc...](#)

Imaginons donc que cette destitution ait eu lieu, qu'est-ce qui se passe ensuite ? C'est quoi le jour d'après ?

La destitution, mais c'est d'ores et déjà cela qui est à l'œuvre depuis des mois dans chacune des rencontres, dans chacune des audaces qui font la vitalité de ce « mouvement ». La question du jour d'après, de ce qui se passe ensuite, bref : l'angoisse des garanties, voilà bien ce qui n'a aucun sens dans l'actualité intégrale de la mêlée. Comme disait l'autre, « *Hic Rhodus, hic salta* » : « C'est ici qu'est la peur, c'est ici qu'il faut sauter. »



Manifestation du 26 mai : dans la tête de

cortège, des cheminots en grève. © CG

Vous vous êtes rendus à Nuit debout à Paris. Qu'est-ce que vous y avez vu ? Qu'en avez-vous

retenu ?

Nuit debout a permis à toutes sortes de déserteurs de se rencontrer, de se parler, de constituer un contre-espace public, mais surtout d'offrir une continuité à ce qui ne pouvait s'agrèger par des jours de grève ponctuels ou de simples manifestations. Cela a aussi servi de point de départ à toutes sortes d'actions méritoires contre des cibles logiques.

Pour le reste, si monsieur Valls s'est chargé, avec son 49-3, de démontrer toute l'inanité de la démocratie représentative, les AG de Nuit debout place de la République ont donné à voir toute l'inanité de la démocratie directe. Ce que le Comité invisible disait dans *À nos amis* au sujet des assemblées générales, et qui paraissait si scandaleux il y a encore un an, est devenu une sagesse partagée, du moins par les esprits honnêtes. S'assembler, discourir puis voter n'est manifestement pas la forme par excellence de l'agir politique, c'est seulement sa forme parlementaire, c'est-à-dire la plus spectaculaire et certainement la plus fautive d'entre toutes.

Rien ne témoigne mieux de la confusion qui régnait dans les esprits place de la République que la façon dont s'y est répandue, comme une traînée de poudre, l'idée saugrenue qu'il leur incomberait de rédiger une nouvelle Constitution plutôt que de s'interroger sur les moyens d'abattre la Constitution existante.



31 mars : première Nuit debout à Paris. © CG

Toujours dans l'entretien à *L'Obs* déjà cité, vous disiez que « le seul espoir des gouvernants est de convaincre chacun qu'il n'y a pas d'autre choix que de les suivre, qu'il est vain de croire pouvoir construire d'autres mondes, insensé de s'organiser contre eux et suicidaire de les attaquer. C'est pourquoi Tarnac doit être décapité. C'est pourquoi les ZAD doivent être mises au pas, que ce soit par voie judiciaire ou avec l'aide de milices. » Le mouvement social actuel, les Nuit debout un peu partout en France, la nouvelle organisation des manifestations, avec ses cortèges offensifs devant et les syndicats derrière, ressemble à cette organisation que le pouvoir voudrait empêcher.

En effet. Le pouvoir n'a d'ailleurs pas compté ses efforts pour en finir avec tout cela. N'y parvenant pas, il a tenté risiblement de mobiliser le débordement des fleuves contre le débordement des rues. C'est maintenant de l'Euro de foot que l'on se saisit sans vergogne pour recouvrir ce qui se passe, et bientôt le Tour de France. C'est vraiment sale. Aussi bien, cela en dit long sur ce qu'est devenu l'exercice du pouvoir, et sa profonde misère. L'emploi de l'Euro de foot comme dispositif contre-insurrectionnel, voilà qui a le mérite de remettre quelques idées en place. Et qui témoigne aussi du peu de choses à quoi tient encore le pouvoir.

Il y a tout de même un paradoxe chez vous : d'un côté, vous expliquez très clairement comment et pourquoi l'État veut se débarrasser de vous – « décapiter Tarnac » –, de l'autre, vous vous en plaignez. Vous êtes révolutionnaire mais semblez ne pas supporter que l'État se défende, tout en expliquant qu'il est bien logique qu'il se défende.

À notre connaissance, nous ne nous sommes jamais plaints, de quoi que ce soit. Il n'y a pas en nous la plus infime disposition à la plainte. La dénonciation contient toujours quelque chose de faux-cul ou de mauvais joueur. Tout le monde déteste les victimes, à commencer par les victimes elles-mêmes.

Ce que nous faisons, c'est plutôt mettre à nu les opérations adverses, arracher le voile de légitimité dont les institutions s'enveloppent pour déployer leurs misérables stratégies, pour habiller leurs petites manœuvres. Quand le pouvoir décide de nous éliminer politiquement, il dépêche la police antiterroriste, se cache sous le masque et le langage de la justice, prétexte tout un luxe d'enquêtes, de procédures, de faux procès-verbaux, d'expertises bidons, etc. Mais la vérité nue, c'est qu'il veut nous détruire et que la justice antiterroriste est le meilleur instrument à cet effet.

De même, quand le pouvoir éborgne des manifestants, leur fracasse le crâne à coups de gourdin en plastique ou leur balance des grenades en pleine tête, il est question de « maintien de l'ordre », de « projectiles » lancés par on ne sait qui, d'enquêtes et de contre-enquêtes encore, de « police des polices », etc. Cette blague ! L'appareil d'État est une mafia qui a réussi, la police une bande armée, la prison du kidnapping impuni, le nucléaire une menace de mort faite à toute tentative de bouleversement politique, l'impôt un braquage avec consentement, etc. Les institutions sont des mystifications auxquelles on voue en France un culte aussi incompréhensible qu'au cargo en Mélanésie. Et il y a toute une guerre, une guerre sourde et tapageuse à la fois, pour maintenir à flot cette cité de rêve qui ne cesse de s'enfoncer dans les lagunes du temps.